

PROJET DE PROGRAMME COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALISTE (POUR LA IV^e INTERNATIONALE)

Préambules

Considérant que

1. *La misère matérielle et intellectuelle, la servitude, l'exploitation, l'oppression, la superstition et tous les maux qui accablent aujourd'hui l'écrasante majorité des êtres humains ont pour cause fondamentale le système capitaliste, qui repose sur l'assujettissement des travailleurs salariés aux propriétaires privés des moyens de production et à leurs États ;*

2. *L'émancipation de la classe des travailleurs salariés (le prolétariat), sa libération définitive des chaînes capitalistes, sera celle de tous les êtres humains et signifiera le libre développement intégral de chaque individu et de tous les individus ;*

3. *L'émancipation des êtres humains a pour condition la construction d'une société communiste, société existant à l'échelle mondiale, organisée par la communauté des individus associés, sans classes et sans État, égalitaire et libertaire ;*

4. *La construction de la société communiste suppose avant tout la socialisation des moyens de production et de distribution, c'est-à-dire leur appropriation, leur organisation et leur gestion collectives par les travailleurs eux-mêmes, dans la mesure où le développement du mode de production capitaliste en a créé depuis longtemps et en crée chaque jour davantage — au prix de misères et de souffrances infinies pour l'écrasante majorité des êtres humains — les conditions matérielles, techniques et scientifiques ;*

5. *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » :*

Dans la société bourgeoise, les revendications élémentaires et les aspirations des travailleurs salariés et de tous les opprimés se heurtent continûment à la logique même du mode de production capitaliste, qui constitue la base des formations sociales modernes ;

Les travailleurs salariés sont donc contraints de mener une lutte sans relâche non seulement contre leur propre patron, mais contre la classe bourgeoise dans son ensemble (capitalistes et propriétaires fonciers) et contre son État ;

Le prolétariat se constitue ainsi comme classe en s'organisant pour et par sa lutte de classe, acquérant une conscience spontanée de la contradiction qui oppose ses revendications et aspirations spécifiques au mode de production capitaliste, tendant à se constituer en ce « grand parti des travailleurs » que chante L'Internationale ;

Chez les prolétaires organisés les plus avancés, la conscience de classe tend à se transformer, par la réflexion rationnelle et l'analyse de la société, par la lecture de textes politiques et théoriques et la discussion collective, en une conscience *politique* de classe — conscience du caractère *antagonique, irréconciliable*, de la contradiction qui oppose leurs revendications et aspirations au système capitaliste dans son ensemble ;

La conscience politique de classe s'exprime ainsi dans la volonté plus ou moins cohérente et conséquente de supprimer ce système capitaliste lui-même et dans la tendance à construire des organisations politiques indépendantes ;

6. *Les organisations politiques indépendantes du prolétariat doivent se donner pour but la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, condition préalable à son auto-émancipation :*

L'appropriation effective des grands moyens de production et de distribution par les travailleurs eux-mêmes implique une phase transitoire durant laquelle ceux-ci exercent le pouvoir économique, politique et idéologique pour se rendre maîtres de leur propre destin ; en effet, la société communiste ne sortira pas du jour au lendemain de la société bourgeoise, l'abolition de l'ordre économique et social bourgeois et des classes sociales en général sera nécessairement un processus long et difficile ;

La fonction de cette « dictature du prolétariat » sera donc non seulement d'écartier définitivement du pouvoir les capitalistes, les propriétaires fonciers et leurs représentants politiques, mais encore de détruire l'État bourgeois de fond en comble, dans la mesure où il représente toujours les intérêts de la classe dominante, quelle que soit sa forme politique et l'idéologie qui en fait la soi-disant représentation générale de la société ; la destruction des États bourgeois nationaux implique celle de toutes les institutions internationales du capital (O.N.U., F.M.I., O.M.C., B. M., etc.) ;

La dictature du prolétariat consiste dans la mise en place *provisoire* d'États ouvriers et d'institutions internationales ouvrières, gérées effectivement par les travailleurs eux-mêmes et agissant pour la construction du socialisme, par la méthode de la « révolution permanente » du prolétariat international, c'est-à-dire l'extension de la révolution à l'échelle mondiale et, dans chaque pays, la substitution progressive du mode de production et de la civilisation socialistes au mode de production et à la civilisation capitalistes ;

La dictature du prolétariat sera par conséquent un État différent de tous ceux qui l'ont précédé, la dernière forme historique de l'État : exercée par l'immense majorité dans l'intérêt historique de l'immense majorité, réalisant donc la « démocratie la plus complète », elle ne sera plus en ce sens qu'un « demi-État » (Lénine) ; cependant, elle n'en sera pas moins un État, c'est-à-dire un ensemble d'institutions servant les intérêts historiques d'une classe (le prolétariat) et consistant par là même en la mise en œuvre — quoique sous une forme radicalement nouvelle — des prérogatives traditionnelles de l'État, avant tout de ses prérogatives répressives contre les anciennes classes dominantes ;

Ce caractère contradictoire de l'État prolétarien fait que celui-ci renferme intrinsèquement un risque de dégénérescence, que seule la révolution permanente du prolétariat international permettra d'empêcher ; ainsi la dégénérescence rapide de l'État prolétarien en U.R.S.S. et le développement sans limite du pouvoir d'État bureaucratique au lieu de son dépérissement progressif, sont-ils avant tout le résultat non seulement de l'arriération de la Russie tsariste, mais surtout de l'isolement de la révolution russe (retard de la révolution mondiale, due notamment à la trahison social-démocrate de la révolution allemande) et de la pression (militaire et économique) de l'impérialisme sur l'État prolétarien isolé ;

L'expérience de toutes les révolutions prolétariennes (Commune de Paris de 1871, révolution russe de 1905, révolutions russes de février et d'octobre 1917, révolutions allemande et hongroise de 1917-1923, révolution chinoise de 1927, révolution hongroise de 1956, révolution tchécoslovaque de 1968) et la prise en compte de la monstruosité qu'a constituée le stalinisme contre-révolutionnaire en U.R.S.S., en Chine et ailleurs, incitent à penser que le prolétariat ne pourra réaliser victorieusement sa dictature que sous la forme de conseils de travailleurs souverains et fédérés aux niveaux local, national et international ;

En ce sens, la République socialiste universelle des conseils de travailleurs sera la forme la plus élevée de la démocratie : les conseils rassembleront la grande majorité de la population ; leurs délégués seront élus, mandatés et révocables ; les partis ouvriers et populaires, fractions du « grand parti des travailleurs », qui reconnaîtront et respecteront le pouvoir révolutionnaire des conseils souverains, débattront librement et s'affronteront démocratiquement dans le cadre de ces conseils ;

7. Pour aider à la lutte politique du prolétariat, participer à son éducation théorique et pratique, préparer et organiser la prise du pouvoir politique, il est nécessaire de construire un parti communiste révolutionnaire international visant à organiser les militants d'avant-garde du prolétariat dans l'esprit du marxisme révolutionnaire :

Au sens strict du terme, le programme historique général du parti communiste révolutionnaire international a été exposé dans une série de textes depuis plus de cent-cinquante ans, tout particulièrement le *Manifeste du Parti communiste*, les textes fondamentaux rédigés par Marx et adoptés par l'Association Internationale des Travailleurs, les textes de la IIe Internationale avant sa

dégénérescence opportuniste et son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois en 1914, les textes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste avant sa dégénérescence stalinienne, les textes de la IVe Internationale avant sa liquidation pabliste, etc. ; le contenu de ce programme communiste général est rappelé de manière synthétique dans les présents préambules ;

Le *Programme de transition* rédigé par Léon Trotsky en 1938 et adopté par la conférence de fondation de la IVe Internationale n'est donc pas, à lui seul, le programme du parti communiste révolutionnaire international ;

En outre, ce *Programme de transition* est naturellement dépassé, après plus de six décennies, quant à ses analyses conjoncturelles (crise de stagnation du capitalisme, fascisme et fronts populaires, U.R.S.S. et stalinisme, marche à la guerre mondiale imminente...) ;

Néanmoins, le *Programme* de 1938 est toujours valable actuellement quant à ses analyses essentielles — caractère décisif de la crise de la direction du prolétariat, nature et fonction des appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier, nécessité de construire la IVe Internationale —, quant à la méthode générale de la transition et quant aux principaux mots d'ordre à mettre en avant ;

Il en résulte qu'il requiert les compléments et reformulations, rendus nécessaires par la situation présente ; il n'avait d'ailleurs nullement été conçu comme un texte définitif intouchable — et tous les révolutionnaires savent que la fétichisation dogmatique d'un texte accompagne souvent son abandon pratique ;

Le présent texte se veut donc une esquisse pour reprendre, mettre à jour et compléter, en fonction de la situation présente, les analyses et les revendications du « programme de transition » nécessaire à la construction du parti communiste révolutionnaire international (IVe Internationale) sur la base du marxisme révolutionnaire¹.

I. Thèses sur la situation du capitalisme et de la société bourgeoise, sur le mouvement ouvrier et ses directions

La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la contradiction suivante : alors que les conditions objectives du socialisme sont réunies — et ce depuis fort longtemps —, les conditions subjectives de la révolution prolétarienne ne sont pas mûres. La raison de ce paradoxe tient avant tout à la crise de la direction du prolétariat, les trahisons sociales-démocrates et stalinienne ayant empêché l'aboutissement des vagues révolutionnaires qui se sont succédé tout au long du XXe siècle, conduisant finalement au recul des positions et de la conscience de classe du prolétariat partout dans le monde et à la crise dislocatrice du mouvement ouvrier lui-même.

¹ Certes, Marx lui-même a fait la recommandation suivante : « Dans les programmes de parti, écrivait-il dans une lettre à Hyndman du 2 juillet 1881, il faut tout éviter qui laisse apparaître une dépendance directe vis-à-vis de tel ou tel auteur ou de tel livre ». Cette mise en garde doit toujours être rappelée contre toutes les formes de dogmatisme et de catéchisme, contre tout enfermement dans des questions scolastiques stériles sur l'interprétation de textes. Cependant, s'efforçant de prendre pour base de leur élaboration politique une connaissance scientifique de la réalité économique, sociale, politique et idéologique, les communistes révolutionnaires internationalistes s'appuient sur la méthode et les enseignements théoriques et pratiques du marxisme — à la condition expresse qu'ils ne soient jamais tenus pour des vérités révélées, mais soient au contraire constamment confrontés aux faits et au crible impitoyable de la critique rationnelle. Dans cette perspective, les communistes révolutionnaires internationalistes se reconnaissent dans les résultats essentiels du travail théorique et politique accompli, après Marx et Engels, par Lénine, Luxembourg, les opposants de gauche au sein de la IIe Internationale, le parti bolchévique avant sa dégénérescence stalinienne, Trotsky et les partisans de la IVe Internationale avant sa liquidation pabliste (quels que soient par ailleurs les limites, défauts ou erreurs respectifs des uns et des autres). Plus généralement, ils considèrent que leur patrimoine intellectuel est constitué (sous bénéfice d'inventaire) par les écrits de tous ceux qui se sont battus dans le camp des travailleurs pour les idées socialistes et communistes, parmi lesquels figurent notamment Babeuf, Blanqui, Kautsky avant 1910, Jaurès, Gramsci, les opposants communistes révolutionnaires au stalinisme comme Pannekoek et les communistes « conseillistes », Bordiga, etc., qui ont souvent apporté des contributions importantes au communisme révolutionnaire. Enfin, les communistes révolutionnaires internationalistes s'efforcent d'étudier sérieusement les principaux théoriciens bourgeois d'hier et d'aujourd'hui, comme l'ont fait avant eux Marx, Lénine et les principaux penseurs du mouvement ouvrier révolutionnaire.

1. Les prémisses objectives du socialisme existent : le développement du mode de production capitaliste lui-même a mis depuis longtemps et met chaque jour davantage la révolution communiste à l'ordre du jour.

Le mode de production capitaliste a étendu et continue d'étendre son règne sur l'ensemble de la planète — bien que cette extension soit toujours plus inégale selon les nations. Il a développé et il continue de développer les forces productives de l'humanité dans des proportions gigantesques, la production mondiale de marchandises ne cesse de se développer et l'accumulation capitaliste se poursuit même à un rythme beaucoup plus rapide aujourd'hui — bien qu'il soit inférieur à ce qu'il était dans les années 1945-1975 — que pendant tout le XIXe siècle et la première moitié du XXe.

a) La socialisation réelle des moyens de production et d'échange à l'échelle mondiale est non seulement souhaitable, mais encore plus que jamais vitale.

Malgré ce développement indéniable, le système capitaliste s'est montré intrinsèquement incapable de mettre un terme aux souffrances endurées par l'immense majorité des êtres humains. Bien au contraire, le prix de cet accroissement gigantesque des forces productives a été une persistance de la barbarie capitaliste et impérialiste partout dans le monde, avec une importante aggravation au cours des vingt dernières années (due avant tout à la crise du mouvement ouvrier) : destruction massive de vies humaines et de populations entières par les guerres, les épidémies, les famines, les drogues, la misère ; pauvreté massive, insatisfaction des besoins élémentaires pour des milliards d'êtres humains ; chômage, sous-emploi, insécurité des conditions matérielles d'existence ; gaspillage monstrueux des forces productives réelles et potentielles ; aggravation des inégalités entre les pays et au sein des pays ; insuffisance et liquidation des systèmes de santé publique, d'instruction et de formation publiques ; logements indécents ; pollutions insupportables et dilapidation irrationnelle des ressources naturelles, menaçant l'existence de la planète elle-même ; oppressions politiques, militaires, policières et culturelles partout dans le monde...

La raison d'un tel paradoxe apparent tient à la nature même du mode de production capitaliste : d'une part, l'accumulation du capital, qui a pour condition la mise en œuvre d'une masse sans cesse croissante de travail vivant toujours plus efficace, grâce à un progrès incessant des sciences, des techniques et de l'organisation sociale du travail, implique nécessairement la croissance de la richesse matérielle, car c'est seulement par la production d'une masse toujours plus grande de marchandises qu'une quantité croissante de plus-value peut être extraite des producteurs et capitalisée. Mais, d'autre part, les conditions humaines et sociales de cette production sont déterminées par la logique infernale du mode de production capitaliste, qui consiste non pas en la satisfaction des besoins humains, mais en la recherche de profits d'autant plus importants que les travailleurs créent plus de plus-value.

Dès lors, toutes les politiques s'inscrivant dans le cadre du système capitaliste, considéré comme intangible — qu'elle se disent « libérales », « keynésiennes », « néo-libérales », « néo-keynésiennes », « de régulation de la mondialisation », « progressistes », « de gauche », « anti-libérales », « fondées sur la démocratie participative », etc. — n'ouvrent et ne peuvent ouvrir aucune issue. De fait, aujourd'hui, toutes consistent en une remise en cause — brutale ou progressive, ouverte ou masquée — des conquêtes sociales et démocratiques arrachées par les travailleurs salariés dans leur lutte de classe. Au nom du « réalisme économique », les politiciens bourgeois de « droite » comme de « gauche » exigent des salariés toujours plus de « sacrifices » en promettant qu'ils seront l'assurance de lendemains meilleurs. Mais, en réalité, la politique de rigueur d'aujourd'hui prépare les plans d'austérité de demain, les destructions des acquis succèdent aux mises en cause des conquêtes, et finalement toutes ces politiques ne conduisent qu'à une chose : l'extension de l'exploitation, de la misère, de la barbarie et de tous les maux constamment engendrés par la logique même du mode de production capitaliste.

b) La socialisation réelle des moyens de production et d'échange à l'échelle mondiale est économiquement et techniquement possible.

La contradiction entre l'accroissement des forces productives et le maintien du mode de production capitaliste prend un aspect toujours plus irrationnel en apparence, et d'autant plus révoltant : d'une part, l'humanité dispose (de l'avis même des experts bourgeois) des moyens scientifiques et techniques non seulement pour éviter la plupart des maux dont elle souffre, mais encore pour satisfaire correctement l'ensemble de ses besoins ; pourtant, d'autre part, l'écrasante majorité des êtres humains continue de vivre dans le plus grand dénuement et les plus grandes souffrances. — Les progrès de l'agriculture, de l'agronomie et de la génétique au XXe siècle ont permis un développement gigantesque de la production vivrière partout dans le monde, un recul considérable des famines qui étaient jadis inévitables ; pourtant, des millions d'hommes et d'enfants meurent de faim, des milliards souffrent de sous-nutrition ou de malnutrition — y compris dans les pays développés —, des famines ravagent régulièrement des régions entières. — Les progrès de l'industrie permettent de produire rapidement des millions d'exemplaires de tous les articles nécessaires à la satisfaction des besoins élémentaires ; pourtant, la majorité n'a pas accès à ces articles, seule une minorité peut en consommer de manière massive, souvent d'ailleurs sur la base d'un gaspillage et d'une pollution inutiles. — Les progrès de la technique et de la science appliquée permettent d'accroître sans cesse la productivité du travail et rendent ainsi possible une diminution massive du temps de travail ; pourtant, au moment même où des centaines de millions d'hommes et de femmes dans le monde sont privés de travail ou sous-employés, 300 millions d'enfants sont contraints de travailler pour survivre et les travailleurs qui ont un emploi sont harassés par le labeur dans la plupart des pays du monde, doivent se dépenser sans compter pour essayer de se nourrir et d'entretenir leur famille et, dans les pays développés, quand il y a diminution du temps de travail sous la pression de la classe ouvrière, elle reste très limitée et a pour prix l'accroissement du degré d'exploitation, notamment par la généralisation de la flexibilité. — On pourrait construire des millions de logements de qualité, adaptés aux conditions géologiques et climatiques ; pourtant, la plupart des êtres humains vivent dans des conditions indignes, voire sans abri. — On sait creuser des puits, acheminer l'eau, l'assainir ; pourtant, des milliards d'hommes n'ont pas accès à l'eau potable. — Les progrès de la médecine au XXe siècle ont permis et permettent encore dans la plupart des pays un allongement considérable de l'espérance de vie, une progression époustouflante de la maîtrise par l'homme de sa propre nature corporelle ; pourtant, des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants meurent chaque année de maladies que l'on sait soigner, voire guérir ou empêcher par les vaccins. — On sait former d'excellents instituteurs, professeurs, chercheurs, etc., construire des écoles, des lycées et des universités ; pourtant, la plupart des enfants et des jeunes ne reçoivent que des bribes d'instruction et les gouvernements vont jusqu'à saper les exigences qualitatives des programmes scolaires, dans le but de n'enseigner à la majorité que le minimum nécessaire aux travaux qualifiés dont les entreprises ont besoin et de limiter l'accès à des études trop longues et non rentables par un enseignement « adapté » aux besoins immédiats du patronat, empêchant ainsi le plus grand nombre de développer son intelligence. — On pourrait permettre à tous de profiter des acquis de la culture, de la science et des arts ; pourtant, la plupart en sont purement et simplement privés, une forte minorité étant par ailleurs soumise à l'abrutissement quotidien des médias soumis à la rentabilité capitaliste et à l'idéologie des classes dominantes.

Seules, la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production et d'échange en propriété sociale et l'organisation collective et rationnelle de la production se donnant pour but la satisfaction des besoins de tous — et non plus l'intérêt d'une petite minorité —, permettront que la concentration des moyens de production et la productivité constamment croissante du travail social se changent, de sources d'exploitation et de misère qu'elles ont été jusqu'ici, en sources de bien-être et d'épanouissement. La satisfaction des besoins et des aspirations matériels et intellectuels de tous les êtres humains sont objectivement possibles ; seule l'abolition du système capitaliste, lui-même produit par l'histoire, et la construction de la société communiste, les rendront effectives.

c) L'écrasante majorité des êtres humains a intérêt à se battre pour le socialisme sous la conduite du prolétariat.

Dans la société actuelle, l'écrasante majorité des êtres humains est exploitée et opprimée par le système capitaliste et a donc, en ce sens, objectivement intérêt à en finir avec lui. Dans tous les pays, les classes laborieuses, qui se constituent comme classes dans et par leur lutte de classe, sont la grande majorité :

- Les *travailleurs salariés du capital* — ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non-qualifiés ou qualifiés, industriels, commerciaux ou agricoles, travaillant dans les entreprises privées (grandes et petites) ou dans les entreprises capitalistes d'État (transports, énergie, télécommunications, banques, etc.) — constituent le prolétariat proprement dit. C'est la classe des travailleurs qui produisent, réalisent et servent à répartir la valeur et la plus-value capitalistes, leur force de travail étant achetée à sa valeur socio-historiquement définie et rapportant plus au capital qu'elle ne lui coûte (théorie marxiste de l'exploitation capitaliste)². Parmi les classes laborieuses, il constitue la seule qui soit directement subordonnée au capital exploiteur, à sa logique de profit maximal. Pour cette raison, c'est la classe qui, dans et par sa lutte de classe contre le capital, accède le plus spontanément à la volonté de changer la société capitaliste, dans les limites étroites imposées par le fait que l'idéologie dominante est toujours l'idéologie de la classe dominante. De plus, là où ils sont concentrés, les prolétaires sont enclins à s'organiser pour faire valoir leurs droits et à faire l'épreuve de leur force collective. Le prolétariat est donc la classe motrice de la mobilisation révolutionnaire contre le capital et l'État bourgeois. C'est lui qui conduira les masses à l'assaut de la société bourgeoise.

- De nos jours, la plupart des *travailleurs salariés employés pour assurer les fonctions publiques* exécute des tâches plus ou moins utiles à toute société complexe ou, grâce aux conquêtes que le prolétariat et ses organisations ont imposées à l'État, assure à la population en général une certaine qualité de vie (travailleurs de l'administration publique, personnels de l'Éducation nationale, de la santé, de la culture, etc.). Ces travailleurs ne contribuent pas à la production et à la réalisation du produit et du surproduit sociaux (en l'occurrence, de la valeur et de la plus-value capitalistes), ils ne sont donc pas exploités comme les prolétaires proprement dits. Mais, privée des moyens de production, la grande majorité d'entre eux n'a d'autre choix que de vendre sa force de travail pour vivre et, notamment dans les pays où les acquis sociaux sont importants, les intérêts de ces travailleurs assurant des fonctions publiques rejoignent dans une large mesure les intérêts immédiats du prolétariat : en effet, ils sont rémunérés par une partie de la masse de valeur globale produite par les prolétaires proprement dits, mais leur travail réalise des services utiles pour ces prolétaires et pour la population en général ; cette valeur représente donc pour les uns et pour les autres une sorte de *salaire différé* qui fait partie intégrante de la valeur sociale acquise de la force de travail. En ce sens, les travailleurs employés par l'État pour assurer ces fonctions publiques sont les alliés immédiats du prolétariat proprement dit, ils font partie intégrante de la classe ouvrière au sens large du terme et, dans les faits, ils s'organisent et combattent tous ensemble³. — En outre, même s'il y a une assez grande hétérogénéité entre leurs revenus selon leurs

² Cette définition inclut les contremaîtres, les techniciens, la plupart des ingénieurs et des cadres moyens. Certes, la division du travail engendre un fractionnement extrême du prolétariat, incluant des conflits interclassistes sur le lieu de travail (souvent sous l'apparence de conflits individuels) et permettant aux fractions supérieures de participer à un certain contrôle du processus de production, qui est un processus d'exploitation ; ainsi un certain nombre de prolétaires ont-ils notamment pour fonction de contrôler et d'accroître l'exploitation des autres. Mais, même s'ils touchent de bons salaires (notamment sous la forme mystifiée de la participation aux bénéfices), même s'ils sont intégrés par leur niveau et leur mode de vie à la petite bourgeoisie, ils restent des prolétaires du point de vue — seul scientifique — de leur place dans les rapports de production, dans la mesure où leur force de travail, achetée à sa valeur, est exploitée (son achat coûte au capitaliste moins que ce qu'elle lui rapporte). — En revanche, ne font pas partie de la définition proposée ceux qui, même dans les cas où ils accomplissent des tâches indispensables, dans le cadre de la concurrence capitaliste, à la valorisation et à l'accumulation du capital — tels les P.D.G, les managers, supprimer (car c'est trop vague) : les cadres supérieurs des entreprises, les agents de change, les juristes d'entreprise et avocats d'affaire, etc. — ne sont cependant pas exploités, car leur rémunération ne correspond pas à la valeur socio-historique de leur force de travail, mais à un prix de monopole (extrêmement élevé), déterminé par leur pouvoir, leur part personnelle dans le capital de l'entreprise, parfois leurs compétences individuelles, souvent leurs relations, voire leur nom...

³ Dans la société bourgeoise, les fonctions publiques sont bien évidemment accomplies dans le cadre de l'État bourgeois ; elles ont par là même un caractère éminemment contradictoire : d'une part, elles assurent des tâches nécessaires au fonctionnement de la société en général ; mais, d'autre part, elles sont déterminées par la nature capitaliste de la société (de même que, dans l'entreprise, les capitalistes et leur armée de « fonctionnaires » accomplissent, de manière indissociable, des fonctions de production et des fonctions d'exploitation). Cependant, la définition proposée, s'appuyant sur le concept de salaire différé, permet de faire la distinction suivante : d'un côté, le petit personnel administratif, les enseignants, le personnel de la santé, de

fonctions, ces travailleurs sont souvent mal payés (notamment par rapport à ce qu'ils pourraient toucher dans le privé à qualification égale) et ils sont soumis aux impératifs de rentabilité — ou de réduction au minimum de leur non-rentabilité — imposés par les gouvernements bourgeois : les méthodes de l'administration contemporaine, par exemple, tendent de plus en plus à copier celles de la production de plus-value, les travailleurs de la santé sont souvent harassés de travail à cause du manque de postes, les enseignants sont victimes de conditions de travail très pénibles dans de nombreux établissements (classe surchargées, baisse et l'hétérogénéité du niveau scolaire, violence de certains élèves, etc.)... Aujourd'hui, tous ces travailleurs sont de plus en plus confrontés aux mesures imposées par les gouvernements pour casser leurs avantages acquis, pour liquider les services publics jugés trop coûteux, pour privatiser les autres ou les soumettre aux impératifs de la rentabilité capitaliste. Ils doivent donc se battre plus que jamais pour se défendre et faire valoir collectivement leurs intérêts contre l'État-patron.

- La *petite bourgeoisie laborieuse* est composée de travailleurs qui ont en commun d'être propriétaires de leurs moyens de travail et de travailler directement pour le marché, mais sans employer de salariés, ou en employant seulement quelques-uns : petits paysans, petits pêcheurs, petits artisans, petits commerçants, mais aussi médecins et avocats libéraux au service des particuliers, écrivains, artistes, etc.⁴. — La position de cette classe est éminemment contradictoire : d'un côté, en tant qu'elle appartient à la bourgeoisie en général, elle ne peut pas vouloir en finir avec le système de la propriété privée ; mais, d'un autre côté, du fait qu'elle accomplit des fonctions directement utiles à la population et qu'elle a souvent des conditions de travail et de vie plus difficiles encore que celles des prolétaires (gains souvent très faibles pour les petits paysans et pêcheurs, endettement colossal conduisant souvent à la ruine pure et simple, étranglement par les grands groupes capitalistes bancaires, commerciaux et industriels, temps de travail extrêmement élevé...), les fractions de la petite bourgeoisie qui sont les plus dépendantes du capital ont très spontanément conscience non pas d'un *antagonisme* entre leurs intérêts et ceux du système capitaliste en général, mais d'une *contradiction* entre ces mêmes intérêts et ceux des grands groupes capitalistes (et des propriétaires fonciers) qui les pillent avec la complicité de l'État bourgeois. Cette conscience tend spontanément à conduire la petite bourgeoisie sur des positions politiques réactionnaires ; cependant, elle peut également la mener à un comportement révolutionnaire et à en faire alors un allié décisif du prolétariat dans sa lutte contre le grand capital ; dans cette mesure, une politique adéquate du parti prolétarien en sa direction est un élément fondamental de toute tactique révolutionnaire.

- La catégorie sociale des *domestiques*, exploités par des personnes privées : valets, femmes de ménage privées... En raison du caractère immédiatement personnel du rapport d'exploitation qui définit cette catégorie — ainsi que de sa dispersion corrélative —, elle n'est pas capable de se constituer comme classe, d'accéder à une véritable conscience de ses intérêts spécifiques — la contradiction entre ceux-ci et les exigences des maîtres ne pouvant prendre que la forme de conflits interindividuels. Il n'en reste pas

la culture, etc., assurent des fonctions qui, pour la plupart, ont été historiquement imposées par la lutte pour les revendications démocratiques et sociales et qui sont, pour l'essentiel, utiles au prolétariat et à la population en général (même si elles participent également au maintien de l'ordre et à un certain intérêt bien compris de l'État) ; d'un autre côté, en revanche, les politiciens, les technocrates, les hauts fonctionnaires, les magistrats, les officiers, etc., relèvent de fait de la bourgeoisie, non seulement par leur mode de vie et leur idéologie, mais surtout parce qu'ils sont par définition les outils humains des vieilles fonctions fondamentales de l'État, les fonctions régaliennes et répressives qui assurent son existence et son respect. Quant au petit personnel de l'armée permanente, de la police, de la justice, sa situation est elle-même double : d'une part, ces fonctionnaires ont en commun avec les prolétaires de n'être pas propriétaires des moyens de production et d'être obligés pour survivre de vendre leur force de travail, de sorte que leur niveau de rémunération et leur mode de vie sont en général semblables à ceux du prolétariat — certaines fractions d'entre eux pouvant même se retrouver dans les syndicats ouvriers ; mais, d'autre part, les fonctions qu'ils assurent sont pour l'essentiel réductibles à la division de la société en classes et à la nécessité de maintenir l'ordre bourgeois par la contrainte, de sorte que leur activité professionnelle les relie intimement au caractère bourgeois de l'État et les oppose frontalement, dès que nécessaire, aux luttes du prolétariat ; de manière générale, leur conscience ne peut donc guère devenir révolutionnaire et est, dans les faits, souvent réactionnaire (même si certains secteurs peuvent être amenés à s'allier avec le prolétariat en cas de crise révolutionnaire).

⁴ De nos jours, dans les nations développées, cette classe est peut-être la plus « laborieuse » de toutes : elle travaille en général beaucoup plus que les prolétaires et les fonctionnaires. — Bien évidemment, elle est extrêmement hétérogène si l'on considère non plus la place occupée à l'égard des moyens de production et dans les rapports sociaux de production, mais le niveau des revenus, le mode de vie ou la culture : il n'y a à cet égard qu'un rapport lointain entre le petit paysan surendetté qui gagne deux ou trois fois moins qu'un ouvrier et vit entre sa ferme et son village, d'une part, et un médecin de ville qui souvent touche dix fois plus et vit bourgeoisement, d'autre part.

moins, bien évidemment, que le parti et les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent être parmi les premiers à défendre les intérêts et les droits de ces travailleurs, comme de tous les exploités et opprimés.

• Enfin, à ces classes laborieuses s'ajoute la catégorie du *lumpenproletariat* — ceux que l'on appelle aujourd'hui les « exclus » —, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui, privés de travail de manière durable et souvent définitive, sont condamnés par le système à essayer de survivre par l'assistance, la mendicité, la prostitution ou le banditisme — quand ce n'est pas à pourrir sur pied purement et simplement. Cette catégorie est une somme d'individus atomisés, dont le mode de vie nécessairement fondé sur la lutte pour l'existence empêche toute possibilité de se constituer en classe. Seule la révolution socialiste permettra de supprimer le paupérisme, notamment par la mise en œuvre d'un plan centralisé et rationnel de résorption rapide et massive du chômage et de la misère.

2) Les conditions subjectives de la révolution font défaut avant tout à cause des trahisons historiques de la social-démocratie et du stalinisme, qui ont conduit à la crise et à la dislocation du mouvement ouvrier mondial.

Le fait que les intérêts du prolétariat et de la classe ouvrière au sens large du terme soient objectivement antagoniques avec le maintien du système capitaliste ne signifie pas qu'ils aient automatiquement conscience de cet antagonisme ou, s'ils en ont conscience, qu'ils estiment possible de changer effectivement la société. En effet, une telle conscience naît non pas des conditions de travail et de vie en tant que telles, mais de la lutte collective contre ces conditions de travail et de vie, c'est-à-dire de la lutte de classe. Or la lutte des classes, si elle ne s'arrête jamais (elle est en permanence le moteur de l'histoire), connaît cependant une succession de flux et de reflux, de périodes d'offensive et de défensive de la part de chaque classe, selon des facteurs multiples : conjoncture économique, besoins de la bourgeoisie, puissance des organisations ouvrières syndicales et politiques, justesse de leur politique, qualité et détermination de leurs dirigeants, etc...

Cependant, le principal problème posé aujourd'hui à la lutte de classe du prolétariat est le suivant : la classe ouvrière manque du parti mondial de la révolution prolétarienne nécessaire pour transformer les crises révolutionnaires, qui touchent périodiquement les États, en révolutions effectives et victorieuses. Durablement privée de direction révolutionnaire par la trahison de la IIe et de la IIIe Internationales et par l'incapacité de la IVe, dépourvue de direction marxiste après la mort de Trotsky, à se construire, les fractions nationales de la classe ouvrière mondiale ont vu leurs assauts successifs contre le capitalisme et contre la bureaucratie stalinienne repoussés les uns après les autres. Le reflux de la révolution mondiale, produit de cette crise persistante, a conduit à une crise et aujourd'hui à une dislocation du mouvement ouvrier lui-même.

a) Après avoir trahi la révolution, les partis ouvriers sociaux-démocrates et staliniens ont disloqué le mouvement ouvrier et se transforment maintenant en partis bourgeois.

La IIe Internationale, progressivement rongée par l'opportunisme réformiste et parlementaire, est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois en août 1914, lorsque la plupart des partis sociaux-démocrates (à l'exception notamment du parti bolchevik) ont participé à l'union sacrée nationale et soutenu leur propre bourgeoisie dans la guerre impérialiste.

La IIIe Internationale, quant à elle, après avoir trahi à de multiples reprises les intérêts de la révolution mondiale (en particulier en Allemagne en 1919-1923, en Angleterre en 1926, en Chine en 1927), est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois, lorsqu'elle a conduit le prolétariat allemand à la défaite sans combat devant le fascisme en janvier 1933.

Dès lors, les appareils bureaucratiques sociaux-démocrates et staliniens, dont la base sociale est l'aristocratie ouvrière au sens léniniste du terme, ont systématiquement et de concert œuvré à contenir et à briser la mobilisation révolutionnaire des masses. Avant la Seconde Guerre mondiale, c'est spécialement sous l'étiquette des « Fronts populaires » qu'ils se sont efforcés d'arrêter le torrent

révolutionnaire des masses, revenant à livrer le prolétariat espagnol à Franco, le prolétariat français à Pétain, et tous les peuples d'Europe à une seconde boucherie impérialiste. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, dans les pays capitalistes, alors qu'une vague révolutionnaire sans précédent déferlait sur le monde et en Europe en particulier, ils ont aidé les bourgeoisies pourtant moribondes à reconstruire leurs États. En France, ils ont mené à bien cette tâche en participant au gouvernement d'union nationale pour la reconstruction de l'économie capitaliste et de l'État bourgeois, substituant aux mots d'ordre révolutionnaires de « conseils ouvriers » et d'« expropriation de la bourgeoisie » d'abord ceux de : « une seule armée, une seule police, un seul État », « la grève est l'arme des trusts » et « produire d'abord, revendiquer ensuite », puis de : « Assemblée constituante » et « nationalisations » — réussissant dans un cas comme dans l'autre à détourner de son but le mouvement révolutionnaire des masses et à remettre en selle l'économie et l'État capitalistes.

Ensuite, dans les pays impérialistes, les appareils sociaux-démocrates et stalinien ont géré les avantages matériels acquis par la classe ouvrière (les « réformes » que Lénine appelle à juste titre les « sous-produits de la mobilisation révolutionnaire des masses »), tout en soutenant, de manière ouverte ou cachée, les opérations impérialistes de maintien de l'ordre (guerres d'Indochine, de Corée, d'Algérie, du Viêt-Nam, etc.) et en s'efforçant, dans chaque pays, de manipuler les mouvements syndicaux et politiques des masses pour les maintenir dans le cadre du régime capitaliste, c'est-à-dire pour les briser, à commencer par les mouvements révolutionnaires (France 1968, Chili 1970-1973, Portugal 1974, etc.).

En U.R.S.S. et dans les pays où la propriété privée des moyens de production avait été abolie, la bureaucratie stalinienne, représentante de la catégorie sociale privilégiée, de nature bourgeoise, qui dominait ces sociétés fondées sur la propriété étatique des moyens de production, a systématiquement agi contre les intérêts du prolétariat et flétri le nom de « socialisme », exploitant les travailleurs, désorganisant l'économie et entravant son développement par une planification bureaucratique, pillant les fruits du travail au moyen de privilèges considérables, accablant les masses de privations et de souffrances, abrutissant les citoyens par des productions culturelles nullissimes, se maintenant au pouvoir par la répression systématique et sanglante de toutes les oppositions et finissant par réintroduire progressivement, sous la pression de l'impérialisme et du marché mondial, les normes et les formes de l'économie bourgeoise, jusques et y compris la restauration de la propriété privée des moyens de production.

Sur le plan international, la bureaucratie a pu agir à sa guise dans les limites imparties par les accords passés avec l'impérialisme à Yalta et à Potsdam, puis dans le cadre de la « coexistence pacifique ». La bureaucratie stalinienne et ses relais nationaux ont toujours reçu le soutien — fût-il « critique », comme dans l'Italie et l'Espagne des années 1970 — des PC dont les appareils n'étaient que l'émanation. Ce fut le cas tout particulièrement lors de la répression stalinienne des soulèvements révolutionnaires des travailleurs pour renverser la bureaucratie, soulèvements qui ont constitué autant de maillons de la révolution prolétarienne mondiale (Berlin 1953, Hongrie et Pologne 1956, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1980, Chine, Allemagne et Roumanie 1989, etc.).

Depuis près d'un quart de siècle, la période se caractérise avant tout par une offensive généralisée de la bourgeoisie pour reprendre systématiquement les conquêtes de la classe ouvrière. Profitant des crises économiques de la deuxième moitié des années 1970 et de la crise, puis de la chute de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est européen sous les assauts de l'impérialisme mondial, sous le poids de leurs propres contradictions et sous la pression révolutionnaire anti-bureaucratique des masses, la bourgeoisie, après trente ans de relative « coexistence pacifique » socialement garantie par la collaboration de classe sociale-démocrate et stalinienne, a d'autant plus facilement pu passer à l'offensive contre les classes laborieuses que le prolétariat se trouvait désorienté, démoralisé et désorganisé avant tout par les défaites successives auxquelles ses directions traîtres avaient conduit et conduisaient encore chacun de ses soulèvements (à l'Ouest comme à l'Est).

Dans une situation où elle ne pouvait plus se contenter de gérer les conquêtes ouvrières dans le cadre du système, la social-démocratie, n'étant pas révolutionnaire, mais ralliée au système capitaliste depuis des décennies, a choisi sans hésitation, au nom du « réalisme », sa liquidation pure et simple en tant que social-démocratie réformiste, c'est-à-dire sa reconversion en instrument « de gauche » (par là même d'autant plus efficace) pour casser les réformes elles-mêmes au compte de l'impérialisme. Quant aux PC, qui ne peuvent plus avoir de place autonome dans la vie politique depuis la disparition de leur

raison d'être principale (le Kremlin), ils ont dû choisir entre leur liquidation comme partis politiques et leur reconversion en PS bis ; partout dans le monde, le processus de décomposition des PC suit simultanément l'une et l'autre voix, sous des formes et selon des rythmes variables.

En France, par exemple, c'est le gouvernement PS-PCF, élu sur une ligne de rupture avec la politique bourgeoise de Giscard-Barre, qui a pris en charge la liquidation de pans entiers de l'industrie, qui a imposé la désindexation des salaires par rapport aux prix, l'extension progressive du travail précaire, la remise en cause des acquis sociaux, la mise en place d'un vaste arsenal de lois anti-immigrés ; c'est le gouvernement PS qui a introduit la C.S.G. comme instrument de destruction de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé, aggravé la détérioration de l'école (loi Jospin de 1989), participé au massacre impérialiste du peuple irakien en 1991 et instauré l'embargo sur l'Irak, etc. Finalement, c'est le gouvernement de la « gauche plurielle », poursuivant et accélérant l'œuvre des gouvernements de « droite », qui a porté les coups les plus rudes à la classe ouvrière à partir de 1997 : privatisations massives (Air France, Renault, Crédit Lyonnais, etc.), application du plan Juppé de liquidation de la Sécurité sociale, lois Aubry de flexibilité, de blocage des salaires et de remise en cause des conventions collectives nationales, étranglement des hôpitaux publics, contre-réformes Allègre-Lang-Mélenchon détruisant l'enseignement public, P.A.R.E contre les travailleurs au chômage, etc.

Les appareils sociaux-démocrates et staliniens étaient certes devenus depuis longtemps les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Leur politique de soumission à la bourgeoisie avait déjà conduit à l'affaiblissement considérable des partis et des syndicats liés à la IIe et à la IIIe Internationales, principales organisations que la classe ouvrière s'était données et qui la constituaient politiquement comme classe, malgré la déformation que sa conscience subissait sous la pression des idéologies réformiste et stalinienne. Cependant, depuis une vingtaine d'années, les appareils ont poussé cette politique jusqu'à un seuil qualitatif : ils sont devenus aujourd'hui les instruments directs de l'impérialisme contre la classe ouvrière, ses conquêtes et ses organisations et, par là même, tendent à se décomposer de l'intérieur en tant que partis. Or cela a changé leur nature : alors qu'ils étaient naguère des partis ouvriers-bourgeois (partis possédant une base militante et électorale dans la classe ouvrière, reposant officiellement sur un programme — plus ou moins avancé — de défense des intérêts particuliers du prolétariat, mais dirigés par des agents de la bourgeoisie, traîtres à la cause du socialisme, qui ne gardaient la confiance de la classe qu'en gérant les réformes ou en usurpant le prestige d'Octobre) — ces partis se transforment purement et simplement en partis bourgeois, quand ils ne se décomposent pas. Les PS sont devenus ou sont en train de devenir des partis purement bourgeois, ce processus étant quasi-achevé dans des pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, et irréversible en Angleterre (*New Labour*) et en Allemagne. Quant aux PC, ils suivent ou ont déjà suivi la même voie, parfois en fusionnant avec l'appareil social-démocrate, comme en Italie et dans les pays de l'Est, parfois en disparaissant après un long processus de décomposition interne comme en Espagne et au Portugal, parfois selon une combinaison des deux comme en France (où les deux processus combinés sont en voie de s'achever). — Bien évidemment, tous ces processus s'opèrent à des rythmes variables selon les pays et les organisations, et il est extrêmement important de savoir en tenir compte dans la tactique ; cependant, il s'agit là d'une évolution dont la logique implacable, socialement et politiquement déterminée par la nature même de l'ex-réformisme et de l'ex-stalinisme ralliés au mode de production capitaliste, touche tous les pays.

Dès lors, aujourd'hui, le besoin d'un parti communiste révolutionnaire international se présente sous un jour nouveau : la classe ouvrière doit en quelque sorte repartir du début et reconstruire des partis. D'une part, cela la rend particulièrement vulnérable, car elle se retrouve désorganisée, dépolitisée et par là même désarmée face à la terrible offensive menée contre elle par la bourgeoisie (notamment au moyen des ex-partis ouvriers bourgeois eux-mêmes, ce qui aggrave encore la crise du mouvement ouvrier). Mais, d'autre part, cette situation peut devenir en un sens une aubaine : elle ouvre la perspective de reconstruire le mouvement ouvrier en mettant à profit toute l'expérience, extrêmement riche, pratique et théorique, de la lutte de classe depuis plus de cent-cinquante ans. C'est en ce sens que l'on peut dire : les vieux partis ouvriers sont morts : que vivent de nouveaux partis ouvriers !

b) La IVe Internationale n'a jamais été construite.

La construction de la IVe Internationale est à l'ordre du jour depuis que la rapide dégénérescence stalinienne et les trahisons successives du P.C.U.S. et de la IIIe Internationale ont abouti à la liquidation définitive de celle-ci comme instrument révolutionnaire. La IIIe Internationale rejoignait ainsi dans les poubelles de l'histoire la IIe, transformée en ce que Rosa Luxembourg appelait à juste titre un « cadavre puant » après son basculement contre-révolutionnaire définitif en août 1914. Le combat pour la nouvelle Internationale est la poursuite du combat des communistes révolutionnaires internationalistes pour l'émancipation des travailleurs du capital, de la propriété foncière et de l'État, combat mené par des générations successives de militants depuis deux siècles et qui se nourrit de l'élaboration théorique, de l'expérience et des leçons collectives du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le mérite historique d'avoir commencé ce combat pour construire la IVe Internationale revient avant tout à Trotsky, dont le travail a permis l'organisation effective de la principale opposition communiste révolutionnaire au stalinisme, jusqu'à l'indispensable proclamation de la nouvelle Internationale en 1938⁵.

Après la mort de Trotsky, la IVe Internationale s'est trouvée privée de direction marxiste. Disloquée au début de la Seconde Guerre mondiale, elle a été reconstruite organisationnellement à la fin de celle-ci par Pablo, mais sur un axe opportuniste à l'égard du stalinisme et avec des méthodes bureaucratiques — la principale section de l'Internationale, le S.W.P. des Etats-Unis, seule dotée d'une véritable direction, se réfugiant quant à elle dans un repli national et sectaire. Cet opportunisme et ce bureaucratisme de la direction pabliste, reflets de la puissance sans précédent acquise par le stalinisme dans le mouvement ouvrier en cette période de montée révolutionnaire gigantesque en Europe, en Asie et ailleurs, est responsable de la crise chronique qui a ravagé l'organisation dès sa reconstruction, et qui a conduit à la capitulation droitiste, à l'envolée gauchiste ou plus simplement au renoncement de nombreux militants. Dans ce contexte, le pablisme s'est rapidement cristallisé en un courant révisionniste, puis il a provoqué la dislocation programmatique et organisationnelle de la IVe Internationale en 1951-1953.

Depuis lors, aucun des différents courants qui ont continué de se réclamer de la IVe Internationale n'est parvenu à la construire, même lorsqu'ils ont su maintenir plus ou moins une certaine continuité, au moins formelle, avec le marxisme révolutionnaire. Tous, sous une forme ou sous une autre — quoique selon des degrés de gravité divers —, ont mené une politique à la fois sectaire et opportuniste, aboutissant le plus souvent au bureaucratisme et au révisionnisme latent ou avéré, provoquant des crises chroniques, des expulsions bureaucratiques, des scissions à répétition, des tentatives ouvertes ou camouflées de dislocation... En même temps, et contradictoirement, des militants, des groupes, des courants se sont périodiquement dégagés — et continueront de se dégager — pour essayer, de manière plus ou moins correcte et efficace, de construire vraiment la IVe Internationale. — Parmi les principales organisations qui se réclament encore aujourd'hui de la IVe Internationale, on distingue :

- *Le courant « IVe Internationale-Secrétariat Unifié » (SU)*

Il s'agit d'un courant centriste d'orientation droitiste. C'est le plus nombreux des courants qui se réclament de la IVe Internationale, mais c'est aussi le plus opportuniste à l'égard des appareils politiques de la « gauche ».

Le SU s'est fait constamment le complice objectif des appareils en recherchant des substituts au combat pour la construction du parti révolutionnaire (opportunisme à l'égard du stalinisme, du castrisme, du jeunisme, du féminisme, etc.). Après avoir pris position contre le soulèvement révolutionnaire du prolétariat des pays de l'Est en 1953, 1956 et 1968 sous prétexte de défendre la propriété sociale, le SU a soutenu l'invasion contre-révolutionnaire de l'Afghanistan par l'U.R.S.S., apporté un « soutien critique » à la perestroïka gorbatchévienne, qui a ouvert la voie de la restauration de la propriété privée des moyens de production en U.R.S.S. Adeptes des « réformes structurelles » du système capitaliste dans les années 1960-1970, puis soutien d'« extrême-gauche » à la « gauche » dans les années 1980-1990, il participe

⁵ Cela ne signifie évidemment pas que toutes les décisions et analyses de Trotsky en tant que dirigeant de l'Opposition de gauche puis de l'organisation pour la IVe Internationale aient toujours été justes, ni même qu'il ait été le seul à maintenir le fil de la continuité communiste révolutionnaire contre la social-démocratie et le stalinisme ; mais il est certainement le seul — par opposition aux bordiguistes, brandlériens, soi-disant « luxembourgistes » et autres « conseillistes » — à avoir mené ce combat en l'inscrivant dans un cadre à la fois organisationnel (principes du bolchevisme contre les différentes variantes de gauchisme), pratique (intervention dans la lutte des classes et non simple propagande de cercle) et internationaliste (construction effective d'une organisation immédiatement internationale).

aujourd'hui à la direction et à l'encadrement d'A.T.T.A.C. et organise les sommets de Porto Alegre pour « l'humanisation » de la mondialisation. En particulier, la section brésilienne du SU, en dirigeant la mairie de Porto Alegre et en soutenant le gouvernement de l'Etat de Rio Grande do Sul, met en œuvre la politique exigée par le F.M.I, notamment le paiement de la dette et les privatisations, au moyen de la « démocratie participative », vaste manipulation des aspirations populaires dont l'un des principaux effets concrets est l'intégration des revendications et des organisations dans un cadre bourgeois, y compris institutionnel. Dans le même temps, le SU apporte son soutien à des mouvements manipulés par l'impérialisme comme l'U.C.K. en Yougoslavie, quand il ne fait pas appel à la prétendue « communauté internationale » — qu'est-ce d'autre que l'impérialisme ? — pour défendre la « paix » (Yougoslavie, Afghanistan, Palestine...).

En un mot, aujourd'hui, la nature petite-bourgeoise du SU tend à l'emporter largement, de manière qualitative, sur la permanence de ses références communistes révolutionnaires et la rhétorique « d'ouverture », anti-dogmatiste et parfois gauchiste sous laquelle il camoufle sa politique opportuniste rend celle-ci d'autant plus dangereuse qu'elle est de ce fait davantage susceptible de semer des illusions parmi les militants et les jeunes. De fait, elle attire encore aujourd'hui un nombre non négligeable de jeunes révoltés, auprès desquels un travail particulier doit être mené.

- *Le courant « Union communiste internationaliste » (U.C.I.)*

Ce courant est un courant centriste de tendance gauchiste, qui pratique un opportunisme à la fois attentiste, ouvriériste et sectaire.

Né de l'incompréhension de la nécessité historique, après le passage définitif de la IIIe Internationale du côté de l'ordre bourgeois, de fonder la IVe Internationale pour maintenir le fil de la continuité communiste révolutionnaire organisée et intervenir politiquement dans la lutte de classe, l'U.C.I. souffre en premier lieu de « national-trotskyisme » : de fait, elle existe avant tout comme une organisation française (Lutte Ouvrière). En outre, elle tend à enfermer la lutte de classe au sein de l'entreprise sans jamais poser concrètement la question du pouvoir politique et des institutions, malgré son électoralisme débridé ; au lieu de combattre pour la construction du parti marxiste, elle attend que celui-ci « surgisse de grands événements », qu'il tombe du ciel ; en attendant, elle refuse d'organiser pratiquement la lutte pour les revendications partielles et transitoires, elle ne comprend guère la nécessité du combat quotidien pour la défense et le renforcement des syndicats, elle refuse de combattre l'Union européenne sous prétexte qu'avec ou sans l'Union européenne, les capitalistes sont des capitalistes et les États bourgeois des États bourgeois, elle tombe constamment dans des travers électoralistes et elle a souvent une attitude d'attentisme « critique » devant le PC, qu'elle considère encore comme le « grand parti de la classe ouvrière ». Enfin, son élaboration théorique et politique est le plus souvent indigente et, sur le plan organisationnel, elle fait preuve de sectarisme au nom de conceptions surannées (le modèle des sociétés secrètes de la Monarchie de Juillet) et d'un bureaucratisme étouffant (sous la houlette d'un micro-appareil qui dirige l'organisation de façon despotique).

Néanmoins, ce courant « bartiste-hardyste » reste le plus souvent sur des positions de classe (comme le montre notamment son refus d'appeler à voter pour Chirac au deuxième tour des élections présidentielles de 2002, malgré les pressions de la bourgeoisie et des médias), il continue résolument à populariser le programme de la révolution communiste et, en France, il est certainement le mieux implanté parmi les ouvriers, incluant des capacités de développement potentiellement importantes, quoique entravées par ses nombreuses tares (par exemple, il est symptomatique que, sur environ 7000 militants que compte Lutte ouvrière en France, moins de 900 soient adhérents officiels, les autres étant des activistes sans droits à l'intérieur de leur propre parti).

Il existe donc une contradiction entre sa base de classe et ses références programmatiques formelles, d'une part, et sa politique de passivité camouflée sous un discours gauchiste, de l'autre.

- *Le courant « IVe Internationale »-« La Vérité »*

Ce courant constitue de plus en plus un courant centriste de tendance trade-unioniste, qui pratique toujours davantage un opportunisme défensiste, syndical et « démocratique ».

Certes, le C.C.I. a le mérite incomparable d'avoir défendu le programme de la IVe Internationale contre le révisionnisme pabliste, le C.C.I. et le P.T. ont le mérite incomparable d'inscrire encore aujourd'hui leur activité dans une perspective internationaliste, de dénoncer sans faille la politique des gouvernements de toutes couleurs politiques et d'intervenir pratiquement dans certains secteurs de la lutte de classe.

Cependant, tout en maintenant un certain fil de continuité — en fait de plus en plus ténu —, le C.C.I. a tendu de plus en plus à substituer dans la pratique au programme de la révolution prolétarienne une politique strictement défensiste et trade-unioniste — ce que son culte fétichiste, stérile et aujourd'hui sclérosant de deux ou trois phrases du *Programme de transition* ne saurait cacher, mais révèle au contraire. En effet, le C.C.I. et le P.T. tendent de plus en plus à remplacer l'articulation correcte des revendications partielles et transitoires avec le programme de la révolution socialiste, par une politique qui se limite à la défense — nécessaire, mais en elle-même insuffisante — des organisations et des conquêtes de la classe ouvrière. En France, on voit même apparaître de plus en plus des mots d'ordre comme ceux de « reconquérir » ou même « défendre », voire « sauver » la « démocratie » en soi, « défendre la nation », voire l'État, alors que la nécessité de combattre contre la mise en cause de l'indépendance des organisations syndicales, contre la casse du cadre républicain fondant l'égalité des droits, contre la privatisation et la fermeture des services publics nationaux et contre la liquidation des conquêtes inscrites dans la loi nationale, ne saurait justifier quelque compromission que ce soit avec l'idéologie bourgeoise et son culte de la Démocratie, de la Nation et de l'État, dont le caractère bourgeois doit être au contraire systématiquement dénoncé par la mise en avant des revendications révolutionnaires du prolétariat. S'il avance parfois dans l'agitation des mots d'ordre de rupture avec l'Etat bourgeois, le P.T. le fait de manière trop partielle, trop timorée et trop formaliste (par exemple en France : abrogation du traité de Maastricht, abrogation des institutions de la Ve République, sans aucune perspective concrète sur la question fondamentale du pouvoir ouvrier, y compris quand il met en avant — c'est-à-dire très rarement — le mot d'ordre d'une vague Assemblée Constituante souveraine dont le contenu de classe est le plus souvent confus). En réalité, pour reprendre les termes de Trotsky contre la vieille social-démocratie, le C.C.I. et le P.T. « ne parlent de socialisme que les jours de fête » (ou au début des congrès), comme pour rassurer les militants qui pourraient se mettre à douter du caractère révolutionnaire de leur organisation.

L'essentiel de l'activité des militants du C.C.I. et du P.T. est consacré à l'intervention (indispensable, mais insuffisante) dans les syndicats, selon une inversion de l'ordre de priorité : dans la pratique, pour la plupart d'entre eux, l'activité syndicale occupe la place décisive et le parti n'est considéré dans les faits que comme un guide pour cette activité, une sorte de groupe de pression bien organisé sur les syndicats. Cette orientation est dialectiquement liée au fait que le C.C.I. et le P.T. s'adressent en priorité aux syndicalistes, c'est-à-dire à l'aristocratie ouvrière au sens léniniste du terme, et non aux travailleurs du rang et à la jeunesse, dont l'écrasante majorité aujourd'hui ne fait ni politique, ni syndicalisme : il y a là à la fois un phénomène d'adaptation à l'idéologie syndicaliste (tendance au « fétichisme syndical », dénoncée par le *Programme de transition*) et, en retour, une pression des appareils syndicaux réformistes sur le parti et sur la conscience révolutionnaire des militants, qui tend dès lors à régresser, à se limiter à la conviction qu'il faut rester sur une ligne indépendante de la bourgeoisie.

La méthode utilisée pour construire le « parti des travailleurs » se trouve aujourd'hui dans une impasse : faute d'une véritable perspective politique révolutionnaire, elle n'a pas permis de rassembler en masse des militants issus du PS et du PC, elle ne permet plus de gagner les travailleurs et les jeunes (les effectifs du P.T. stagnent, quand ils ne régressent pas comme entre 1997 et 2001, les cadres et militants actifs du P.T. sont presque tous adhérents du C.C.I...) et elle accélère la dérive trade-unioniste des militants.

Corrélativement, le niveau théorique des militants du C.C.I. et du P.T., à commencer par celui de ses dirigeants, est très mauvais. Au nom de l'urgence des tâches défensistes, la direction du C.C.I., en particulier, ne considère pas comme une priorité le combat pour une véritable formation marxiste de ses militants. Elle est elle-même de plus en plus incapable d'écrire des articles de fond, de maîtriser la théorie économique de Marx et surtout de produire une analyse marxiste du mode de production capitaliste dans ses conditions d'existence actuelles — analyse qui se réduit aujourd'hui aux thèses incessamment ânonnées, mais rigoureusement incompatibles avec les analyses de Marx et de Lénine, sur le prétendu

« impérialisme sénile », le prétendu auto-effondrement du capitalisme, la prétendue « tendance à la désaccumulation productive » et le prétendu déclin des forces productives depuis 1914. Après avoir couvert l'illusion de l'imminence de la révolution dans les années 1970, la troisième phrase du *Programme de transition* — qui, écrite en 1938, n'avait et ne pouvait avoir de validité que conjoncturelle — sert aujourd'hui à justifier idéologiquement l'illusion de l'imminence d'un « plongeon de l'humanité dans l'abîme », sous prétexte que les effets barbares inhérents du système capitaliste se réalisent aujourd'hui de manière certainement plus monstrueuse encore que dans les années 1945-1975, pourtant si pleines de guerres, de famines, d'exploitation et d'oppression. En fait, l'épouvantail du « plongeon dans l'abîme » a pour fonction de justifier la pratique purement défensiste et trade-unioniste menée en relation avec l'aristocratie ouvrière — pratique d'un véritable « réformisme à rebours ».

Au niveau international, les forces du courant « IVe Internationale »-« *La Vérité* » sont très faibles, malgré ses succès réels en ce qui concerne la construction de relations avec les syndicalistes de nombreux pays au cours des dernières années. En effet, le caractère parfois spectaculaire des « conférences internationales » de l'Entente Internationale des Travailleurs ne doit pas cacher le caractère très formel de ces liens internationaux, le plus souvent limités à des actions para-syndicales et de solidarité (ce qui est absolument nécessaire, mais évidemment très insuffisant pour construire le parti de la révolution mondiale). En dehors de la France et de l'Algérie, les sections « IVe Internationale »-« *La Vérité* » sont le plus souvent squelettiques. Dans tous les pays, elles mènent une politique dont les défauts sont les mêmes que ceux de la section française, les responsables de celle-ci formant le noyau de la direction internationale et développant dans tous les pays une ligne étroitement inspirée de l'expérience et des erreurs françaises. En Allemagne, la direction internationale et les responsables nationaux demandent aux militants de consacrer la plus grande part de leur travail politique à militer au sein du S.P.D., au lieu de construire réellement la section allemande, et ils viennent d'apporter un inadmissible soutien électoral (même pas critique) à Schröder, sous prétexte que celui-ci a fait semblant de s'opposer à la guerre en Irak — ce qui ne trompe aucun analyste tant soit peu lucide —, et aux dépens de la nécessaire dénonciation du bilan désastreux pour la classe ouvrière de quatre ans de gouvernement social-démocrate-vert.

En ce qui concerne leur régime intérieur, le C.C.I. et le P.T. se caractérisent par l'absence de démocratie réelle, la liberté de discussion se limitant le plus souvent au droit d'avoir (temporairement) tort dans les réunions de leurs instances cloisonnées. Il n'y a aucune élaboration collective, aucune discussion écrite, les adhérents du P.T. et du C.C.I. ne sont sollicités que pour faire des « témoignages » et les congrès sont presque toujours unanimes sur tout, à commencer par la conviction qu'il n'y a rien à discuter de fondamental parce qu'il faut d'abord « agir » pour endiguer la montée de la barbarie, c'est-à-dire pour exécuter la politique décidée par la direction.

Dans tous les cas, les politiques de ces trois courants centristes reposent sur l'idée — pourtant jamais vérifiée dans les faits depuis plusieurs décennies — qu'ils sont les seuls à détenir la vérité quant à la stratégie de construction du parti, et qu'un avenir indéterminé finira bien par leur donner raison. En attendant, cela les conduit en réalité à capituler — sous des formes diverses et plus ou moins graves — devant la difficulté des tâches du présent, qui se résument dans la nécessité de construire un grand parti des travailleurs, révolutionnaire, communiste et internationaliste. En particulier, il est symptomatique qu'ils s'arrangent tous trois pour éviter soigneusement toute discussion entre eux, toute action commune, même sur des questions sur lesquelles ils prennent ou pourraient prendre des positions semblables, préférant ou bien l'auto-isolement, ou bien les compromis avec les organisations ouvrières-bourgeoises ou petites-bourgeoises. En agissant ainsi, ils ne servent pas les intérêts de la classe, mais leurs propres intérêts d'appareils, régnant chacun sur son petit royaume, et chacun respectant le royaume de l'autre. En effet, le fondement socio-politique général de ces politiques centristes réside dans la constitution — déjà plusieurs fois décennale — de micro-appareils cristallisés qui se croient infaillibles, mais qui ne sont en fait que les produits de la pression des appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier sur les organisations « révolutionnaires ». Ces micro-appareils, même s'ils contribuent dans une certaine mesure à la persistance du trotskysme, constituent en ce sens des obstacles à la construction de la IVe Internationale, y compris à l'activité de leurs militants, dont la plupart est dévouée et sincèrement convaincue par le programme de la révolution communiste.

[Ce développement sera complété ultérieurement par une caractérisation des autres organisations qui se réclament du combat pour la IVe Internationale : Socialisme international, L.I.T., C.I.O., etc.]

c) Il faut construire enfin la IVe Internationale

La classe ouvrière se reconstruira politiquement comme classe en reconstituant le « grand parti des travailleurs » dont elle a besoin pour ses luttes mêmes. Les militants communistes révolutionnaires internationalistes ont pour tâche de participer à la construction d'un tel parti, sans attendre qu'il tombe du ciel ou qu'il émerge spontanément de la lutte de classe quotidienne (même s'il ne se développera véritablement comme parti de masse que par et dans les mobilisations massives de la classe), sans tomber dans l'opportunisme ou le réformisme sous prétexte de récupérer les militants sincères issus de la décomposition des ex-partis ouvriers bourgeois et sans esprit de clocher, sans ultimatum, sans sectarisme.

Les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent associer leurs efforts pour constituer un noyau marxiste conséquent dans l'objectif de construire l'Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale. Le combat pour la nouvelle Internationale est la poursuite du combat des communistes révolutionnaires internationalistes pour l'émancipation des travailleurs du capital, de la propriété foncière et de l'État, combat mené par des générations successives de militants depuis deux siècles et qui se nourrit de l'élaboration théorique, de l'expérience et des leçons collectives du mouvement ouvrier révolutionnaire.

II. Thèses pour l'intervention politique dans la lutte des classes

La méthode qui doit guider les militants communistes révolutionnaires internationalistes est décrite et expliquée par Trotsky dans le *Programme de Transition* de la manière suivante :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période prérévolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la population et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

« La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : *le programme minimum*, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et *le programme maximum*, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car de *socialisme*, elle ne parle que les jours de fête. (...)

« La tâche stratégique de la IVe Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, mêmes petites et partielles.

« Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

« La IVe Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum", dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une

perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas —, la IVe Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

Aujourd'hui, face à l'offensive en règle de l'impérialisme contre les conquêtes sociales (et démocratiques) que la classe ouvrière a arrachées par sa lutte de classe, il peut sembler tentant de s'en tenir à une sorte de *nouveau programme minimum*, consistant exclusivement en la défense de ces conquêtes. Pourtant, cette activité, nécessaire en elle-même, ne peut que conduire aux illusions et aux impasses si elle devient un but en soi. De même, il est bien évidemment hors de question de s'en tenir à une activité stérile, purement propagandiste, consistant à populariser uniquement le « programme maximum ».

Aujourd'hui comme hier, dans le « travail de tous les jours », la « tâche stratégique » du parti communiste révolutionnaire internationaliste est d'« aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste ». Aucune place ne doit être laissée à l'illusion selon laquelle les conditions ne seraient pas réunies pour mener d'ores et déjà, dans l'activité politique quotidienne, le travail de construction du parti intervenant dans la lutte de classes sur une ligne *communiste révolutionnaire*.

Il est nécessaire de bien comprendre le rapport entre réformes et révolution en étudiant les enseignements de l'histoire. De fait, les réformes sociales progressives obtenues par le prolétariat ne sont jamais rien d'autre qu'un sous-produit de sa mobilisation révolutionnaire contre le système capitaliste, en particulier quand celle-ci a été trahie par les appareils du mouvement ouvrier. En particulier, c'est parce qu'elle était confrontée à une vague révolutionnaire sans précédent que la bourgeoisie occidentale, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a été contrainte, pour maintenir sa domination de classe, de céder à la classe ouvrière d'importantes conquêtes sociales en renonçant à une partie de sa plus-value, ainsi convertie en part de la valeur de la force de travail. En France, notamment, les réformes progressives comme la Sécurité Sociale, le statut général de la Fonction Publique, les conventions collectives, l'enseignement professionnel et, dans le cadre des nationalisations capitalistes, les services publics, la péréquation tarifaire et les emplois à statut — toutes ces réformes ne sont rien d'autre que des sous-produits de la lutte révolutionnaire des travailleurs, qui a été trahie par le P.C.F. et la S.F.I.O. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, aujourd'hui, la bourgeoisie, ayant pu reprendre l'offensive contre la classe ouvrière, démantèle ses conquêtes sociales, afin de récupérer la part relative de la valeur qu'elle avait dû lui céder (même si elle s'était rapidement rattrapée en termes absolus grâce à la soumission au capital d'un nombre sans précédent de travailleurs en France et dans les colonies, dont les richesses ont en outre été littéralement pillées).

Il est donc parfaitement illusoire de croire que l'on pourra défendre avec succès les conquêtes sans la mobilisation révolutionnaire des masses, jusques et y compris la dictature du prolétariat. La lutte pour la défense des grandes conquêtes ouvrières aujourd'hui comme la lutte pour leur acquisition hier ne peut et ne pourra passer par des voies « réformistes ». La défense des droits démocratiques et des conquêtes sociales encore existantes, la reconquête de celles qui ont été perdues, ainsi que toute réforme réellement progressiste ne pourront aboutir effectivement que par des mobilisations du prolétariat dont l'ampleur sera telle qu'elle mettra par elle-même très concrètement à l'ordre du jour la conquête du pouvoir politique.

C'est pourquoi, tout en partant toujours des revendications et des aspirations spontanées des travailleurs, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit mettre en avant des *revendications politiques de transition*, dont le but est d'indiquer en toutes circonstances que seule la rupture avec la logique même du mode de production et de la société capitalistes permettra leur satisfaction réelle. Il s'agit toujours de faire comprendre aux travailleurs et aux opprimés que, en dernière analyse, la satisfaction véritable des revendications sociales et politiques qu'ils définissent eux-mêmes est

contradictoire avec le système capitaliste, et exige donc qu'ils prennent eux-mêmes en main leur propre destin, afin d'imposer ces revendications par leur propre mobilisation révolutionnaire.

Pour chaque revendication des travailleurs, les capitalistes et leurs porte-parole ont toujours rétorqué et rétorqueront toujours que sa satisfaction est « irréaliste », « impossible ». En dernière analyse, il est exact que la satisfaction des revendications se heurte nécessairement aux étroites limites du système capitaliste, et c'est pour cette raison que le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit dénoncer les illusions réformistes et aider les travailleurs à comprendre par leur propre expérience la nécessité de liquider ce système pour satisfaire leurs revendications. Cependant, la satisfaction plus ou moins partielle d'un certain nombre de revendications est toujours possible selon les circonstances et surtout selon le rapport de forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Même si cette dernière fera tout pour récupérer tôt ou tard ce qu'elle a dû concéder, la lutte pour chaque revendication particulière doit toujours être menée le plus loin possible, dans l'idée que la victoire est possible ; cela permet parfois de gagner effectivement, et cela aide toujours les travailleurs à faire l'expérience de leur force organisée et à acquérir confiance en eux-mêmes.

La stratégie générale pour la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste se concentre, sous une forme appropriée, dans la mise en avant de la perspective suivante, dont le contenu est révolutionnaire et la forme populaire : *gouvernement des travailleurs, pour les travailleurs, par les travailleurs*. Sous une forme ou sous une autre, chaque revendication transitoire doit être reliée à cette perspective qui les unifie.

Voici les principales revendications transitoires (avec un certain nombre de formulations propres aux conditions de la France) qui doivent être mises en avant par le parti communiste révolutionnaire internationaliste, *de manière régulière et systématique*, par l'agitation *quotidienne* dans la lutte de classe :

Pour les droits et conquêtes démocratiques

Depuis que la bourgeoisie a conquis définitivement le pouvoir contre les seigneurs féodaux (entre le XVIIe et le XIXe siècle pour les pays avancés), et particulièrement depuis que le prolétariat a commencé à se dresser comme acteur autonome sur la scène de l'histoire (à partir du milieu du XIXe siècle), la bourgeoisie n'est plus capable de se conduire en classe politiquement progressiste, même en ce qui concerne ses principales missions historiques spécifiques que furent la constitution des États-nations, les conquêtes démocratiques, l'affirmation des « droits de l'homme », etc. Il revient au prolétariat de poursuivre le combat pour la démocratie (démocratie réelle ou sociale), et même de défendre les conquêtes progressistes et démocratiques contre la bourgeoisie elle-même. Il convient donc d'appliquer la théorie de la « révolution permanente » en l'adaptant aux circonstances contemporaines.

Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste des pays européens transfère le maximum de ses pouvoirs politiques à des institutions supra-nationales non élues, qui sont les relais directs et exclusifs du capital financier (Commission européenne, Banque centrale européenne, etc.). La bourgeoisie des pays dominés renonce de plus en plus à toute souveraineté, dans le but de mieux livrer les richesses des peuples au pillage impérialiste. Partout, la bourgeoisie bafoue ainsi le principe démocratique de la souveraineté du peuple, historiquement acquise dans un cadre national, voire républicain. Il s'agit pour elle de substituer à ce principe, dont la réalisation n'a pourtant jamais été que formelle dans le cadre de l'État bourgeois, celui de la souveraineté du « marché ». La persistance de pouvoirs élus, d'une certaine dépendance des représentants vis-à-vis de la population, aussi limitée soit-elle dans le cadre d'institutions politiques bourgeoises, constitue pour la bourgeoisie un obstacle dans la mise en œuvre de toutes ses contre-réformes, en particulier la casse des droits ouvriers, la remise en cause des services publics, les directives sociales régressives, etc. Les traités de Maastricht et d'Amsterdam fournissent le cadre et l'instrument juridique essentiel du démantèlement des conquêtes de la classe ouvrière en Europe. Ces conquêtes ayant été arrachées dans le cadre national, voire républicain, le démantèlement de ce cadre, notamment par l'intermédiaire de la régionalisation, est un moyen fondamental pour leur liquidation, incluant aussi le démantèlement de conquêtes nationales-démocratiques progressistes elles-mêmes. C'est pourquoi le prolétariat doit défendre, de son propre point de vue socialiste, le principe républicain, la République en tant que cadre juridique des libertés démocratiques, de l'égalité en droit, de l'école laïque, etc. : comme l'écrivait Lénine dans *L'État et la révolution*, « nous sommes pour la république

démocratique en tant que meilleure forme d'État pour le prolétariat en régime capitaliste ». En particulier, il est nécessaire de combattre aujourd'hui la régionalisation en tant qu'instrument politique pour casser les acquis de la classe ouvrière inscrits dans la loi : nous sommes pour « défendre, du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne, le centralisme démocratique, la république une et indivisible » (Lénine). Bien évidemment, cela *implique* que le parti communiste révolutionnaire internationaliste ne défend en aucun cas la République bourgeoise et la nation en soi, auxquelles il doit opposer au contraire la perspective des États-Unis socialistes, la République socialiste universelle des conseils et les mots d'ordre politiques révolutionnaires de transition. Plus généralement, il ne doit jamais se borner à la simple défense des conquêtes démocratiques de la bourgeoisie progressiste du passé. Il doit montrer au contraire pourquoi seul un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, pourra garantir et réaliser les conquêtes démocratiques mêmes les plus élémentaires. Il doit souligner à chaque étape de la lutte que les politiciens « de gauche » comme « de droite », parce qu'ils sont les valets du système capitaliste, ne peuvent ni ne veulent la démocratie véritable, que celle-ci a pour condition la rupture avec l'État bourgeois. C'est exclusivement dans cette perspective qu'il doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Pour les libertés démocratiques collectives (droit de rassemblement, de manifestation, de presse, etc.) et individuelles (droit au respect de la vie privée, contre les dispositions légales autorisant le fichage des individus, contre la télésurveillance dans les lieux publics, etc.) ;
- Pour la défense des droits ouvriers et démocratiques, pour l'égalité des droits, pour la défense du cadre républicain de la loi et des droits, contre la régionalisation maastrichtienne et les directives européennes en tant qu'instruments de casse de ces droits ;
- Contre les diktats des institutions internationales, pour l'abrogation des institutions de l'Union européenne, des traités de Maastricht et d'Amsterdam, etc., pour la souveraineté du peuple travailleur,
- Pour le respect de l'autonomie des communes dans le cadre de la République, héritage de la lutte révolutionnaire des sans-culottes, contre l'intercommunalité forcée ;
- Pour la séparation des Églises et de l'État. Contre la reconnaissance par l'État des religions et de leurs porte-parole comme interlocuteurs officiels. Abrogation des concordats.

Dans les pays dominés, où la population subit encore une oppression semi-féodale qui s'ajoute à l'exploitation économique, les conquêtes nationales-démocratiques n'ont souvent qu'une existence très partielle, voire purement formelle ; le parti communiste internationaliste doit donc y défendre les revendications nationales et démocratiques contre l'impérialisme, tout en dénonçant à la fois les restes du féodalisme et les bourgeoisies nationales qui se font la complice de l'impérialisme pour piller leurs propres peuples. De manière *nécessairement combinée* avec les revendications proprement prolétariennes, socialistes et transitoires, il convient donc d'avancer les revendications nationales-démocratiques suivantes :

- Pour une véritable indépendance nationale, pour la défense de la nation, contre son pillage et son démantèlement par l'impérialisme ;
- Pour les conquêtes démocratiques : pour les liberté individuelles et collectives (liberté d'opinion, d'organisation syndicale et politique, de presse, respect de la vie privée), pour l'égalité des citoyens devant la loi sans distinction de sexe, de race ou de religion, pour le suffrage universel et les élections libres ;
- Pour l'Assemblée constituante, pour la République ;
- Pour la réforme agraire : expropriation des gros propriétaires, la terre aux paysans, pour la formation agricole publique des paysans ;
- Contre le paiement de la dette aux institutions financières internationales, pas un sou pour le F.M.I, la B.M., l'U.E., etc. Que le gouvernement français commence par annuler la dette par le biais de laquelle il participe au pillage des pays dominés.
- En Palestine, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit combattre l'État sioniste et rejeter la prétendue solution des « deux États », qui revient avant tout à entériner l'expulsion de millions de Palestiniens depuis 1947, à aggraver l'entassement de ceux qui ont pu rester dans des bantoustans et à dénier les droits légitimes du peuple palestinien à se

constituer en nation souveraine ; il met en avant les mots d'ordre suivants : République sur tout le territoire de la Palestine historique, sur la base de l'égalité des droits des citoyens, qu'ils soient arabes ou juifs ; Constituante palestinienne souveraine ; droit au retour pour tous les Palestiniens expulsés depuis 1947 ; à bas le sionisme ; expropriation des gros propriétaires fonciers, réforme agraire.

Pour le droit au travail

La constitution d'une armée industrielle de réserve, le chômage de masse, les vagues périodiques de licenciements, l'explosion du travail précaire et du travail à temps partiel sont les produits inévitables de l'accumulation capitaliste. Face à cela, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Tous ensemble, mobilisons-nous pour empêcher les licenciements ;
- Pour un vrai travail avec un vrai salaire, pour la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, pour l'interdiction des C.D.D. et le temps partiel imposé ;
- Pour le recrutement par l'Etat et les collectivités territoriales de tous les fonctionnaires nécessaires pour le bon fonctionnement des services publics utiles à la population (à l'exclusion des fonctions répressives) ;
- Pour un programme de grands travaux d'utilité publique permettant de donner un travail à ceux qui n'en ont pas et de construire ou de rénover toutes les infrastructures nécessaires, en particulier les voies de chemins de fer, les écoles, les hôpitaux, les crèches, les logements, etc.

Dans le système capitaliste, l'exacerbation de la concurrence entre les entreprises contraint à rechercher un taux de profit maximum et subordonne donc l'accroissement continu de la production et de la productivité du travail social à l'aggravation du degré d'exploitation de la force de travail, à la dévalorisation de la force de travail et à des « dégraissages » réguliers, au lieu de les faire servir à une amélioration des conditions de travail, en particulier à une réduction du temps de travail. Ce n'est ni le développement des machines, de la technique et de l'informatique, ni des salaires « trop élevés », ni des « garanties trop rigides », qui sont la cause de tous ces maux, mais l'essence même du système capitaliste. Face à cela, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit se prononcer :

- Pour la défense des conventions collectives, des statuts et du Code du travail, contre l'alignement vers le bas des législations sociales, pour la défense et l'extension des droits acquis des travailleurs ;
- Pour l'interdiction du travail de nuit dans l'industrie pour les femmes et pour les hommes ;
- Pour une diminution générale du temps de travail sans annualisation, sans flexibilité, sans perte ou modération salariales, sans perte d'acquis ;

La loi de l'accumulation capitaliste se réalise nécessairement à travers la concurrence entre les travailleurs aux niveaux régional, national et international, provoquant ainsi une tendance des salaires réels à la baisse. En outre, comme l'explique Marx dans *Le Capital*, dans les conflits sur les taux du salaire qui opposent la classe ouvrière aux capitalistes, « Adam Smith a déjà montré qu'en gros, (...) c'est toujours le maître qui a le dernier mot ». Certes, la lutte de classe quotidienne peut toujours permettre des améliorations partielles et temporaires du niveau de vie des travailleurs ; mais il faut bien expliquer aux travailleurs que seule leur mobilisation révolutionnaire a permis de grandes conquêtes en matière salariale et que leurs acquis, toujours précaires et menacés, finiront nécessairement par être repris par le système capitaliste — s'ils ne l'ont pas déjà été — sans de nouvelles et puissantes mobilisations révolutionnaires et, en dernière analyse, sans la victoire de la révolution. C'est dans une telle perspective que le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit se prononcer :

- Pour un salaire minimum garanti uniforme, pour sa défense ou sa reconquête là où il existe ou a existé, pour un salaire minimum garanti au niveau international ;
- Pour l'indexation (ou la réindexation) des salaires et des pensions sur l'évolution réelle du coût de la vie ;

- À travail égal, salaire égal (pour l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes, contre les « emplois jeunes » et « contrats jeunes » discriminatoires) ;
- Pour l'augmentation de tous les bas et moyens salaires.

Pour le droit à la santé et à la protection sociale

Ce sont avant tout les mobilisations révolutionnaires des masses, en particulier à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et pendant la « décolonisation », qui ont permis à la majorité des travailleurs des pays développés et, de manière beaucoup plus limitée, aux travailleurs de nombreux pays dominés, de profiter dans une large mesure des progrès fulgurants de la médecine et de la pharmacie pendant plusieurs décennies. Presque immédiatement, les gouvernements ont essayé de rogner sur ces acquis, de les mettre en cause pour économiser le budget de l'État et faire des cadeaux aux capitalistes. Partout, cette orientation s'est réalisée de manière accélérée au cours des vingt dernières années, et l'on peut considérer que, en ce qui concerne les pays développés, le pire est à venir dans une large mesure — la situation sanitaire des autres pays étant d'ores et déjà catastrophique. En dernière analyse, ni cette situation désastreuse dans les pays dominés, ni l'inversion de la tendance qui fait déjà de graves dégâts dans les pays impérialistes, ne pourront être combattues dans le cadre du système capitaliste, dont la logique même est antagonique avec le droit à la santé pour tous. Dans cette perspective, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit combattre :

- Pour le droit à la santé : pour que tout être humain puisse bénéficier des meilleurs soins rendus possibles par les progrès scientifiques et techniques ;
- Pour des mesures d'urgence contre les épidémies qui ravagent les pays pauvres alors qu'elles peuvent être soignées, à commencer par le SIDA ; pour que les populations soient vaccinées, contre le paiement de la prétendue « dette », pour que soient débloqués les fonds nécessaires à la survie et à la santé des populations et à la formation des médecins et des personnels soignants de ces pays ;
- Pour la défense de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé là où cette institution est indépendante de l'État, pour la défense du système de santé étatique ailleurs ;
- Pour l'augmentation des dépenses de santé publique autant que de besoin, incluant notamment la satisfaction des revendications des personnels de santé publique. Contre la « maîtrise des dépenses de santé », cache-sexe d'une politique d'économie sur le dos des malades. Contre les suppressions de postes, les fermetures de lits et de services ;
- Pour le dépistage systématique et gratuit des maladies graves aisément détectables, en particulier les cancers ;
- Pour un véritable contrôle sanitaire de l'alimentation par des inspecteurs en nombre suffisant.

Les travailleurs ont le droit de profiter au maximum de leurs vieux jours après avoir travaillé toute leur vie. Rien ne saurait justifier que l'on rogne sur cet acquis fondamental que représente le droit à la retraite, incluant un montant décent des pensions. Par ailleurs, tout doit être fait pour assurer à la fois une autonomie maximale aux personnes âgées et le droit de séjourner si elles le souhaitent dans des établissements spécialisés de qualité. Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit se prononcer :

- Pour le droit à la retraite le plus tôt possible et au meilleur taux, pour la défense de l'âge de la retraite contre toutes les tentatives de le relever ;
- Pour les régimes les plus favorables possibles, contre toute régression ; en France, pour le maintien des régimes spéciaux et du Code des pensions, pour le retour aux 37,5 annuités et aux 10 meilleurs années ;
- Pour l'indexation des pensions sur les salaires ;
- Pour la défense du régime de retraite par répartition là où il existe (par exemple en France) ; pour le maintien des systèmes étatiques de retraite là où ils existent ;
- Pour un service public de maisons de retraite de qualité et à bon marché ;
- Pour le droit à l'autonomie, pour un service public d'assistance à domicile par des personnels qualifiés.

Le système capitaliste conduit, indépendamment même des guerres, famines, épidémies et autres catastrophes générales qu'il provoque régulièrement, à la suppression quotidienne, mais évitable, de millions de vie. Sans parler de maux comme l'accroissement incessant du taux de suicide (notamment chez les jeunes privés d'avenir et les chômeurs), des maladies causées par le tabac et l'alcoolisme figurent parmi les principales causes de mortalité dans les pays développés. En effet, ces maux sont inhérents à un système fondé sur la propriété privée, la rentabilité marchande et le gaspillage, et qui conduit des centaines de milliers de travailleurs et de chômeurs accablés par la misère sociale et morale à se réfugier en particulier dans l'alcool et à consommer abusivement du tabac industriel hautement nuisible pour la santé. Face à ces maux, tout en expliquant qu'ils ne peuvent pas être guéris dans le système actuel, le parti communiste révolutionnaire ne doit en aucun rester indifférent, mais doit les dénoncer comme produits par le système et mettre en avant par exemple les mots d'ordre suivants :

- Pour l'instauration de normes qualitatives diminuant la nocivité du tabac (interdiction des substances ajoutés au tabac selon une logique purement marchande) ;
- Pour le développement de la médecine du travail et de la médecine scolaire ;
- Pour le dépistage gratuit et systématique des maladies liées au tabac et à l'alcool ;
- Pour une véritable politique de prévention gratuite et systématique par les services publics de santé.

Pour le droit à l'instruction

La bourgeoisie révolutionnaire du XVIIIe siècle affirmait vouloir « éclairer » le peuple, Condorcet allant jusqu'à proposer l'instruction publique obligatoire pour tous. Dans la pratique, il a fallu près d'un siècle, en France, pour qu'elle instaure enfin l'instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire, afin de consolider son pouvoir contre la réaction monarchiste, bonapartiste et catholique, soutenue en cela par la classe ouvrière (la Commune de Paris fut le premier gouvernement à décréter l'école publique, gratuite, obligatoire et laïque). Après la Seconde Guerre mondiale, les besoins de main d'œuvre qualifiée engendrés par la croissance économique rapide et l'aspiration des masses à l'instruction (exigence de l'accès au collège et au lycée pour un beaucoup plus grand nombre d'enfants, recul de l'âge de scolarité obligatoire) ont conduit au phénomène de la « massification » de l'enseignement. Depuis lors, tous les gouvernements de la IVe et surtout de la Ve République, ont tout fait pour que la massification ne soit pas une véritable « démocratisation », c'est-à-dire pour limiter la nécessaire augmentation des crédits au minimum (sauf quant il s'est agi de subventionner l'enseignement privé) et pour réduire la qualité de l'instruction du peuple en la limitant autant que possible aux besoins de main d'œuvre des entreprises et aux impératifs idéologico-politiques de l'État. L'offensive en ce sens a été accélérée depuis vingt ans, avec l'effort démagogique — guidé en fait par des considérations de rentabilité, par les besoins des entreprises et par l'obscurantisme d'une véritable idéologie officielle de l'État — pour imposer une « pédagogie » officielle, fondée sur « l'école comme lieu de vie » et « l'élève au centre du système » (c'est-à-dire la négation de la mission d'instruction de l'école), l'élagage des programmes et des volumes d'heures de cours, la lutte contre « l'encyclopédisme », etc. Dans le même temps, l'enseignement professionnel public, le caractère national des diplômes (reconnus par les conventions collective) ont subi des attaques majeures. — Face à cette situation, le parti communiste révolutionnaire internationaliste explique que le système capitaliste est antagonique avec l'instruction générale du peuple, avec la diffusion du savoir et de la culture parmi les masses, avec la formation de l'esprit critique pour le plus grand nombre, car le système de l'enseignement est directement soumis aux exigences économiques, politiques et idéologiques de l'État bourgeois (et des Églises). Une véritable instruction de haut niveau de tous les enfants du peuple suppose de rompre avec la logique de l'État capitaliste, toute autre politique ne pouvant conduire qu'à de nouvelles détériorations des conditions matérielles et du niveau de l'enseignement. C'est dans cette perspective que les mots d'ordre suivants doivent être avancés :

- Pour l'enseignement public, laïque et gratuit pour tous ; pour l'augmentation des dépenses d'instruction autant que de besoin : satisfaction des revendications des personnels, contre les fermetures de postes, de classes et d'écoles, contre la privatisation de l'enseignement, fonds publics à l'école publique, abrogation des lois anti-laïques ;

- Pour que tout enfant puisse bénéficier des meilleurs enseignements possibles. Pour que l'État assure des conditions d'études dignes pour tous, des enseignements disciplinaires et exigeants dispensés par des enseignants qualifiés recrutés sur concours de la Fonction publique. Contre la transformation de l'école en une vaste garderie. Pour la défense et le développement de l'école maternelle, admission des enfants dès deux ans. Pour le respect de l'indépendance des instituteurs et professeurs : liberté pédagogique, liberté d'apprécier le niveau des élèves, de les faire redoubler, etc. Pour une véritable instruction artistique dispensée par les enseignants spécialisés de l'Éducation nationale ;
- Pour les programmes nationaux et les diplômes reconnus par les conventions collectives et les statuts. Pour une formation professionnelle digne de ce nom et indépendante des entreprises. Pour de vrais diplômes professionnels (CAP nationaux, etc.) ;
- Pour l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans. Interdiction du travail en deçà de 16 ans, même sous la forme hypocrite de « stages » d'apprentissage sous statut scolaire ;
- Pour une Université publique, laïque et gratuite, contre l' « autonomie », cache-sexe du désengagement financier de l'État et de la privatisation. Pour les organismes de recherche publique, contre leur privatisation.

Pour le droit au logement

Le système capitaliste inclut la propriété privée des logements : les propriétaires fonciers et les capitalistes s'allient pour imposer l'impératif du profit contre le droit au logement. Il en résulte la persistance et l'augmentation du nombre de sans-logis (600 000 personnes en France, hypocritement rebaptisées « sans domicile fixe ») alors même qu'il existe un nombre encore plus important d'appartements vacants, ainsi que des locaux de bureaux vides dont l'unique fonction est de faire monter les prix du marché par la spéculation. Il en résulte aussi, pour des millions de familles, notamment dans les grandes villes et leurs banlieues, un coût extrêmement élevé des loyers, pour des logements qui sont souvent exigus, voire délabrés ou même insalubres. Il en résulte aussi des expulsions nombreuses. Depuis trente ans, les principales dispositions de la loi progressiste de 1948 sur les locations ont été progressivement abrogées et le logement social a subi des attaques de la part de tous les gouvernements : désengagement de l'État, baisse constante du nombre de constructions annuelles, augmentation des loyers et des revenus exigés pour l'accès aux H.L.M., destruction de barres et de tours sous prétexte de rendre les cités populaires plus vivables, mais sans les nouvelles constructions nécessaires, imposition de réfections payées par les locataires au seul bénéfice d'entreprises privées, plans de privatisation pure et simple, etc. Dans le même temps, des ménages désireux d'acheter un logement sont livrés à la merci des banques, qui pratiquent des prêts usuraires et condamnent des dizaines de milliers de familles au surendettement. Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit revendiquer :

- Pour la réquisition des logements vacants, pour la transformation des locaux de bureaux vides en logements ;
- Pour l'interdiction des expulsions, pour le moratoire des dettes de loyer ;
- Pour le logement social, pour le service public d'habitations à loyer modéré, contre leur bradage au privé ;
- Pour le plafonnement des loyers privés ;
- Pour un plan national de construction des logements sociaux nécessaires, sous la responsabilité de l'État, avec la mise à contribution obligatoire des capitalistes ;
- Pour l'entretien, l'aménagement et l'embellissement des cités populaires (entretien, réfections, infrastructures de loisirs et de sport, notamment pour les jeunes, espaces verts, etc.), contre leur destruction, contre leur ghettoïsation organisée ;
- Pour l'amélioration des normes sanitaires légales de construction des logements ;
- Pour des prêts immobiliers à bon marché, pour le moratoire des remboursements de prêts pour les ménages qui ne peuvent plus payer.

Pour le droit aux transports

Le système capitaliste conduit les travailleurs à perdre un temps considérable dans les transports pour se rendre à leur travail, accroissant leur fatigue et leur stress. Par ailleurs, ces systèmes de transports en commun sont souvent de mauvaise qualité (ponctualité, confort, etc.), voire dangereux, soit parce que le service public manque d'argent ou poursuit une logique de rentabilité, soit parce qu'ils sont privés ; souvent, la qualité des services dépend de la catégorie sociale des personnes auxquelles ils sont rendus (ainsi le luxe de certains trains à grande vitesse et le plus souvent ponctuels contraste-t-il avec les trains de banlieue délabrés et toujours en retard). Beaucoup de travailleurs sont donc contraints d'utiliser leur propre automobile pour aller travailler, ce qui représente des frais et des risques d'accident supplémentaires. Cela conduit aussi à rendre les villes invivables (bruit, pollution, chauffards...). Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit tenir compte des préoccupations quotidiennes des travailleurs et mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Droit à des transports publics bon marché et de qualité. Pour la gratuité pour le maximum de catégories. Pour le paiement intégral par l'employeur des frais de transports domicile-travail ;
- Pour les services publics de transports, contre les privatisations, pour la renationalisation sans indemnité ni rachat des services privatisés, y compris les routes ;
- Pour le développement de véritables pistes cyclables sécurisées en ville et sur les routes départementales.

Par ailleurs, chaque année, dans chaque pays, des milliers ou des dizaines de milliers de vie sont fauchées dans les accidents de la route et, par ailleurs, les privatisations entraînent directement un nombre croissant de morts suite à des accidents d'avions ou de trains. Dans la plupart des cas, elles seraient évitables sans la logique du profit, qui implique notamment la substitution du transport routier (camions et cars) aux transports ferroviaires (marchandises et voyageurs), la construction de moteurs rapides et la survalorisation fantasmagorique de la vitesse et de la voiture en général. Face aux hécatombes sur les routes, les hommes politiques de la bourgeoisie versent de temps en temps quelques larmes médiatiques. Mais, dans les faits, ils ne prennent que des mesures répressives et superficielles (renforcement médiatisé des contrôles les jours de départ en vacances, inscription du délit de grande vitesse au Code pénal, discours moralisateurs...) qui ont comme caractéristiques principales d'être à peu près inefficaces et surtout de ne pas coûter un sou aux capitalistes. En fait, seule une politique révolutionnaire pourrait agir efficacement dans ce domaine comme dans les autres, en imposant des règles de construction les plus sûres possibles pour toutes les voitures, en réduisant le nombre et la distance des transports entre le domicile et le lieu de travail et surtout en développant les transports en commun gratuits, rapides et confortables, qui seuls permettraient que les travailleurs renoncent à prendre chaque jour leur voiture et que les jeunes cessent de se tuer sur les routes le samedi soir. C'est pourquoi, dans l'agitation quotidienne, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit expliquer cela aux travailleurs et aux jeunes et mettre en avant, en plus des précédents, les mots d'ordre suivants :

- Pour la sécurité matérielle maximale dans les services publics de transports, respect des normes existantes, imposition de normes nouvelles demandées par les personnels ;
- Pour la substitution optimale du train aux cars (ouverture ou réouverture des « petites lignes » et gares) et du fret ferroviaire et fluvial au transport routier ;
- Pour la diminution des prix des transports en commun urbains, pour la gratuité pour le maximum de catégories d'usagers ;
- Pour un service public de bus gratuits pour les jeunes se rendant en discothèque le vendredi et le samedi soir ;
- Pour la diminution du temps de travail des chauffeurs routiers ;
- Pour l'imposition par la loi de moteurs bridés aux automobiles ;
- Pour les aménagements routiers nécessaires (doublement des voies, doublement des glissières de sécurité, éclairage des routes, etc.) ;
- Pour une politique de formation et de prévention des automobilistes à bon marché et assurées par l'État.

Pour l'égalité des droits concernant la vie commune et les enfants

Le mariage bourgeois, fondé sur la propriété (et à plus forte raison encore le mariage féodal ou « traditionnel » qui existe encore dans de nombreux pays), institutionnalise un grand nombre d'inégalités et de discriminations : inégalité de l'homme et de la femme dans la plupart des pays, inégalité des couples mariés et non mariés, inégalité des couples hétérosexuels et homosexuels, inégalité entre les droits des enfants de ces différents couples. Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit dénoncer et combattre ces inégalités inhérentes au mariage bourgeois et réclamer l'égalité des droits. Il doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Pour la suppression du droit d'héritage concernant la propriété des moyens de production, pour une forte limitation du droit d'héritage concernant les biens personnels des riches, pour l'égalité de tous les enfants devant l'héritage des biens personnels ;
- Pour l'égalité de tous les couples devant l'impôt, la Sécurité sociale, les mutuelles, etc. ;
- Pour des allocations familiales pour les enfants de tous les travailleurs, sans discriminations ;
- Pour une aide sociale particulière aux familles monoparentales ;
- Pour l'égalité en droits des parents séparés ou divorcés à l'égard de leurs enfants ;
- Pour le droit à l'adoption sans obstacles administratifs excessifs pour tous les couples, mariés ou non, hétérosexuels ou homosexuels.

Pour les droits des femmes

Dans les sociétés capitalistes, même « démocratiques », à l'exploitation des travailleurs salariés par le capital s'ajoutent des formes d'oppression spécifiques frappant certaines catégories de travailleurs, en raison de leur âge, de leur sexe, de leur religion, de leur origine. C'est pourquoi aux revendications communes à tous les travailleurs, viennent s'ajouter les revendications spécifiques de ces catégories particulières, dont le contenu peut être ainsi résumé : égalité en droits et égalité réelle des droits pour tous les individus, quels que soient leur âge, leur sexe, leur religion ou leur origine ethnique. Généralement, les partis bourgeois de « gauche » sont en paroles favorables à ces revendications « démocratiques ». Pourtant, bien qu'ils aient déjà gouverné à de multiples reprises, non seulement la plupart de ces revendications restent insatisfaites, mais certaines autrefois acquises sont aujourd'hui remises en cause par ces mêmes gouvernements. La raison en est qu'il n'est pas possible de satisfaire véritablement ces revendications « démocratiques » sans remettre en cause en même temps l'exploitation capitaliste elle-même ; or tous les partis bourgeois, même s'ils se disent de « gauche », refusent de s'en prendre à la domination de la bourgeoisie. Il revient donc au parti communiste révolutionnaire internationaliste de lutter pour ces revendications. Cela est d'autant plus vrai que, dans le cadre de l'offensive généralisée de la bourgeoisie pour reprendre à la classe ouvrière ce qu'elle avait dû lui céder, tous les gouvernements remettent en cause une série de droits spécifiques.

En ce qui concerne les femmes, qui ont été au cours de l'histoire humaine systématiquement opprimées par les hommes, la grande majorité d'entre elles subissent à la fois l'exploitation capitaliste en tant que travailleuses et une oppression dont elles sont victimes en tant que femmes, impliquant notamment le déni de leur liberté (en particulier la libre maîtrise de leur maternité, qui est un moyen essentiel pour l'émancipation des femmes) et de leur égalité par rapport aux hommes. Le parti communiste révolutionnaire doit revendiquer l'égalité et la liberté juridiques complètes dans tous les pays où elles ne sont pas reconnues. Il doit s'opposer à toutes les discriminations dont sont victimes les femmes, en particulier dans le cadre du travail. En ce qui concerne les droits spécifiques des femmes, il doit se prononcer :

- Pour l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, pour son rétablissement là où elle a été supprimée ;
- Pour les droits liés à la maternité, la protection maternelle et infantile, la gynécologie médicale ;
- Pour le droit effectif à l'I.V.G. gratuit ou intégralement remboursé par la Sécurité Sociale, pour des services spécialisés en nombre nécessaire sur tout le territoire ;
- Pour le droit à la contraception remboursée par la Sécurité Sociale, pour la défense des centres de planification familiale, le réouverture de ceux qui ont été fermés ;

- Pour la construction de crèches publiques gratuites, en nombre suffisant et avec le personnel qualifié nécessaire ;
- Pour des cantines scolaires publiques à bon marché, gratuites pour les catégories les plus défavorisées.

Pour les droits des immigrés

L'inégalité de développement entre les différents pays, inévitable sous le capitalisme, est devenue à l'époque de l'impérialisme particulièrement criante. Elle pousse des millions d'hommes, acculés dans leur propre pays à la misère la plus grande à tenter de s'en sortir en immigrant vers des pays plus riches. Or, dans ces pays, les immigrés et même leurs enfants sont traités comme des citoyens de seconde zone, quand ils ne sont pas traités *a priori* comme des délinquants. Des milliers sont renvoyés dans leur pays d'origine *manu militari* (même quand, ayant passé leur enfance dans le pays d'élection de leurs parents, ils n'ont aucun lien avec ce prétendu « pays d'origine »). Des millions sont contraints par les lois bourgeoises à une clandestinité qui les prive de tous droits et les livre à une exploitation maximale, quand ce n'est pas la prostitution. Même quand ils sont autorisés à séjourner, les travailleurs immigrés subissent une oppression spécifique en tant qu'étrangers, victimes du racisme, de la discrimination et de la privation des droits civiques. En outre, depuis le milieu des années 70, les gouvernements de « droite » et de « gauche » ont mis en place tout un arsenal législatif contre les travailleurs immigrés : lois remettant en cause le droit du sol, créant les centres de rétention administrative, instituant la « double peine » ; refus de régulariser les travailleurs qui se retrouvent « sans-papiers » à cause de ces lois ; expulsions massives ; mise en cause du droit d'asile...

Le parti communiste révolutionnaire doit combattre contre les préjugés racistes, œuvrer à l'unité des travailleurs « nationaux » et immigrés, qui constituent ensemble, dans chaque pays, une seule et même classe ouvrière. Aux tentatives de la bourgeoisie de briser l'unité de la classe ouvrière en dressant des « communautés » les unes contre les autres, notamment en fabriquant des ghettos urbains, en mettant en place des systèmes de quotas, fût-ce au nom d'une discrimination prétendument « positive » — par exemple à l'école —, le parti communiste révolutionnaire internationaliste oppose la défense de l'égalité des citoyens devant la loi, la laïcité de l'École et de l'État et la revendication des mêmes droits pour les travailleurs étrangers résidents que pour les travailleurs « nationaux » :

- Pour la naturalisation des étrangers vivant et travaillant dans le pays, s'ils le souhaitent ;
- Pour l'égalité complète des droits sociaux entre les travailleurs « nationaux » et étrangers ;
- Pour la régularisation de tous les « sans-papiers » ;
- Pour l'abrogation des lois anti-immigrés, pour le droit du sol intégral, pour la fermeture des camps de rétention, pour l'abolition de la « double peine » ;
- Pour la libre circulation de tous ;
- Pour le respect du droit d'asile politique et des droits des réfugiés.

Pour les droits des personnes handicapées

Dans la société bourgeoise où l'individualisme est la valeur « sociale » dominante, les personnes handicapées physiques doivent se battre pour imposer leur droit à une existence la plus autonome possible et les proches des handicapés mentaux doivent se battre pour que les droits de leurs parents et enfants soient reconnus et respectés. La délivrance des handicapés des mains des Églises et des organisations caritatives, la reconnaissance du devoir de l'État de leur assurer les conditions légales, matérielles et financières pour l'exercice et le respect de leurs droits, est un combat que le parti communiste révolutionnaire ne doit en aucun cas négliger. Alors que les gouvernements successifs ne cessent d'avancer le prétexte de la « discrimination positive » quand il s'agit de casser l'égalité républicaine des droits, ils invoquent l'égalité et le droit à l'intégration pour casser les droits spécifiques des personnes handicapées physiques ou mentales. Ainsi ferment-ils les classes et les établissements spécialisés en prétendant intégrer les enfants handicapés dans les classes normales, au détriment du droit à un enseignement spécialisé, voire du droit aux soins. Ainsi ferment-ils également les hôpitaux psychiatriques au lieu d'y améliorer les conditions de vie et de soins des malades, jetant à la rue des

milliers de malades mentaux qui finissent par croupir dehors, quand ce n'est pas en prison. De manière générale, les structures publiques de soins et d'instruction sont notoirement insuffisantes pour les handicapés. Par ailleurs, le droit au travail des handicapés est extrêmement limité, les entreprises privées ne voulant pas embaucher des personnes dont les capacités sont diminuées ; dans ce domaine qui est le seul où des mesures de « discrimination positive » soient nécessaires, les quotas actuels de personnes handicapées parmi les personnels des entreprises et des services publics sont notoirement insuffisants et rarement respectés. Enfin, les aménagements des lieux publics requis pour rendre la vie quotidienne des handicapés physiques la plus autonome possible sont scandaleusement insuffisants. Le respect des droits des handicapés exige d'abord et avant tout une politique de rupture avec la logique de la rentabilité capitaliste, que seul un gouvernement ouvrier pourra mettre en œuvre de manière énergique et vraiment efficace. Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Pour des structures spécialisées de service public pour assurer les soins, l'instruction et la formation des personnes handicapées, avec des personnels spécialement qualifiés ;
- Droit au travail pour les personnes handicapées qui peuvent travailler, élévation des quotas obligatoires de personnes handicapées parmi les personnels des entreprises et des services publics, sur la base de l'égalité des salaires, d'emplois du temps adéquats à leur handicap si nécessaire et de la prise en charge par l'employeur des aménagements matériels indispensables à l'accueil et au travail de ces personnes ; défense et développement des droits liés à l'invalidité partielle (telle la titularisation d'office des contractuels dans la Fonction publique, etc.)
- Aménagements des lieux publics pour les déplacements des handicapés physiques.

Pour la défense de la jeunesse

Dans de nombreux pays, les jeunes constituent la majorité de la population et sont parmi les premières victimes des maux dont souffre la population en général, à commencer par les guerres, les épidémies, les famines, la prostitution, les viols. Dans tous les pays, les jeunes travailleurs sont frappés de plein fouet par les maux que subit toute la classe ouvrière, notamment le chômage, le travail précaire et la déqualification. Les jeunes des familles populaires sont en outre les premières victimes de la liquidation des systèmes d'enseignement général et professionnel public. Les jeunes sont les premières victimes du SIDA ou encore des accidents de la route. Partout, un nombre considérable de jeunes se voit privé de tout droit à profiter de la vie, à être indépendant, à construire son propre avenir ; les taux de suicide chez les jeunes ne cessent de croître. C'est pourquoi le parti communiste révolutionnaire internationaliste se prononce :

- Pour le droit à un vrai travail avec un vrai salaire ;
- Pour le droit à l'instruction et à la formation professionnelle ;
- Pour le droit à une médecine scolaire et universitaire gratuite et de qualité, incluant le droit à la prévention et à l'information sur la sexualité et les maladies sexuellement transmissibles, sur les drogues, etc. ; pour l'augmentation du nombre de médecins scolaires autant que de besoin ;
- Pour le droit à la contraception gratuite sans contrôle parental, délivrée par les médecins scolaires ;
- Pour les allocations logement.

De plus, une partie importante de la jeunesse est aujourd'hui victime de la drogue, qui détruit des dizaines de milliers d'individus dans le monde. Les politiciens bourgeois, en particulier « de gauche », redoublent ici de raffinement pour duper les masses. D'un côté, ils ne cessent de présenter certaines drogues (dites « drogues douces ») comme inoffensives, certains d'entre eux en réclament la « légalisation » ; de l'autre, ils font mine de lutter contre le trafic de drogue. Autrement dit, d'un côté, ils aident au développement du marché de la drogue, de l'autre ils harcèlent les consommateurs et les petits trafiquants, lesquels sont le plus souvent les premières victimes de la drogue, sans jamais s'attaquer aux gros bonnets qui organisent le trafic et en tirent de juteux profits. Ils ne peuvent et ne veulent évidemment

pas sérieusement s'attaquer à ces gros trafiquants, car cela impliquerait de s'attaquer aux banques et aux institutions financières « honorables » et moins honorables, qui organisent le blanchiment de l'argent de la drogue et de l'argent du crime organisé en général. Ils ne peuvent et ne veulent pas davantage s'attaquer à la production de la drogue et à son développement, produit de la ruine de l'agriculture des pays pauvres, organisée sciemment par le F.M.I et la Banque mondiale. En un mot, ils ne peuvent en aucun cas protéger la jeunesse contre ce fléau qui la ronge et menace de la détruire car le marché de la drogue est, en valeurs, le plus gros marché du monde.

C'est pourquoi toute la responsabilité du combat pour préserver la jeunesse de la destruction par les drogues repose sur la mobilisation organisée des travailleurs et des jeunes eux-mêmes. S'opposant à la fois à ceux qui prétendent que la pénalisation permet de lutter contre la drogue et à ceux qui prônent la dépénalisation pour mieux se dispenser du nécessaire combat politique contre les vraies causes de l'extension du trafic de drogue et contre les ravages que celle-ci provoque dans la jeunesse, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit dénoncer de manière systématique la fonction économique et politique des drogues, dénoncer les banques et les gouvernements qui se font les complices objectifs des trafiquants et œuvrer au combat des travailleurs et des jeunes contre la drogue, contre le trafic qui pourrit la vie des quartiers, contre les interventions de la police qui criminalise toute la jeunesse. Il avance en particulier les mots d'ordre suivants :

- Pour la levée du secret bancaire et le contrôle, par les employés des banques, des mouvements de capitaux placés dans les banques et de leur origine ;
- Pour la dénonciation de tous les « paradis fiscaux » ;
- Contre les plans du F.M.I., de la Banque mondiale et des pays impérialistes qui contraignent les paysans à produire de la drogue pour essayer de survivre ;
- Pour une véritable politique de prévention et de protection de la jeunesse ;
- Pour l'unité des organisations des travailleurs et des jeunes contre la destruction de la jeunesse par les drogues : pour des comités populaires contre le trafic de drogue dans les quartiers.

Pour la protection de l'environnement

Le développement anarchique de l'économie capitaliste provoque une détérioration rapide, massive et largement irréversible de l'environnement (marées noires, pollution de l'atmosphère, des rivières et des nappes phréatiques, déforestation, réchauffement climatique amplifiant ou risquant d'amplifier bientôt les catastrophes naturelles, etc.). Les politiciens bourgeois déplorent en paroles la destruction de l'environnement, qui est devenue un fonds de commerce électoral largement partagé ; mais, dans les faits, même quand ils sont de soi-disant « écologistes », ils ne prennent aucune des mesures énergiques et systématiques qui seraient nécessaires pour protéger efficacement l'environnement, car ils savent que de telles mesures nécessiteraient de s'attaquer au principal responsable de toutes ces pollutions : la logique même du mode de production capitaliste, où la production est aiguillonnée par la recherche du profit et où, comme le dit Marx, chaque capitaliste a pour principe — et ne peut pas ne pas avoir pour principe — : « Après moi le déluge ! » — Au lieu de cela, les politiciens bourgeois proposent des « mesurette » plus médiatiques qu'efficaces et tiennent avant toute chose un discours moralisateur, visant par exemple à faire retomber la responsabilité des destructions de l'environnement sur les petits paysans à demi ruinés qui n'ont pas les moyens d'acheter les produits les moins polluants et sur les travailleurs qui prennent leur voiture pour aller travailler parce qu'ils n'ont pas d'autres choix. Le parti communiste internationaliste doit avancer au contraire les revendications suivantes :

- Pour la défense et l'extension de la réglementation existante concernant les usines polluantes ou potentiellement dangereuses, pour que les moyens effectifs de son application soient donnés (notamment la formation et le recrutement d'inspecteurs, protégés par un statut contre les pressions du patronat, et responsables devant la population) ;
- Pour la défense du caractère étatique des entreprises d'énergie, pour la renationalisation des entreprises d'énergie privatisées ;
- Pour un programme de remplacement progressif des énergies actuelles par des énergies moins polluantes, ce qui inclut : le développement de la recherche sur les énergies non polluantes, le

reclassement des personnels si nécessaire, avec des postes et des salaires au moins aussi favorables ;

- Pour que les groupes capitalistes qui polluent paient pour la réparation des dommages qu'ils ont causés, sous peine d'expropriation.

Pour les comités d'usine, pour la levée du secret commercial et le contrôle ouvrier sur les grandes entreprises

La plus petite grève porte en germe la remise en cause du système de la propriété privée des moyens de production. Toute grève attente à la « liberté » d'entreprendre, contre la « liberté » du capitaliste d'embaucher et de débaucher à son gré et contre la « liberté » du propriétaire d'imposer ses conditions aux travailleurs. C'est pourquoi le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit apporter son soutien *politique* aux grèves des travailleurs contre le capital (ou l'État-patron), expliquant aux grévistes, par l'agitation et la propagande, la signification et les implications politiques de leur grève revendicative, quels que soient ses résultats immédiats.

Lorsque les travailleurs se décident — spontanément ou à l'appel de leurs organisations — à la mobilisation pour leurs revendications, les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent combattre pour que les assemblées générales souveraines de personnels se tiennent et pour les transformer en comités de grève dès que nécessaire. Les comités de grève doivent être élus par l'ensemble des travailleurs en lutte, mandatés et révocables à tout moment ; à l'encontre de toute position gauchiste, les militants communistes révolutionnaires internationalistes font valoir que les représentants syndicaux — s'ils soutiennent réellement les revendications — doivent faire partie du comité de grève, sous le contrôle direct de tous les personnels. Dès que la grève prend une tournure consciemment politique — grève avec occupation d'usine, grève de protestation politique, grève générale —, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit intervenir ouvertement dans la lutte et mettre en avant le mot d'ordre de « comités d'usine » (ou comités d'établissement) élus par les travailleurs, pour aider ceux-ci à constituer leur propre pouvoir dans l'entreprise, face à la direction capitaliste. Ce mot d'ordre de construction du contre-pouvoir ouvrier ne se confond en aucun cas avec le mot d'ordre corporatiste de « co-gestion » ou avec le mot d'ordre soi-disant radical de la prétendue « auto-gestion » ne remettant pas en cause la propriété privée des moyens de production ; le rôle du comité d'usine est d'apprendre aux ouvriers à s'organiser pour faire marcher l'usine sous leur propre responsabilité, sans les patrons et leurs valets. Le comité d'usine vise à constituer le rapport de force nécessaire pour enlever le pouvoir à la direction de l'usine et lui substituer la direction des travailleurs eux-mêmes sur leur propre production.

Les comités d'usine servent immédiatement à faire le lien entre les différentes entreprises d'une même localité et entre les différentes usines d'une même société. La première tâche d'un comité d'usine est de sortir la lutte du cadre de l'établissement, dans le but d'obtenir à la fois l'extension de la lutte aux autres entreprises et le soutien de la population locale.

L'une des premières fonctions des comités d'usine est de rendre publics les comptes des grandes entreprises, en s'appuyant sur l'opinion publique ouvrière et populaire. De nos jours, le développement de la « mondialisation » capitaliste et les progrès des techniques de comptabilité et de gestion des entreprises permettent aux capitalistes de maquiller leurs comptes officiels avec un degré de sophistication incroyable. Il en résulte un développement inévitable, à une échelle gigantesque, de la fraude, de la corruption, de la transformation-éclair de gains en pertes (ou création de filiales artificiellement « bénéficiaires » ou « déficitaires ») et inversement selon qu'il s'agit de tromper les boursicoteurs ou de « justifier » des charrettes de licenciements... Aucun gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, ne peut ni ne veut contrôler réellement les comptes des grandes entreprises, car ce serait violer le sacro-saint secret commercial intrinsèquement lié à la propriété privée des moyens de production. Seuls les travailleurs organisés dans leurs comités peuvent imposer la levée du secret commercial.

Celle-ci est le premier pas vers le contrôle ouvrier des entreprises (qu'elles soient privées ou nationalisées), organisé par les comités d'usine. Les comités d'usine doivent s'efforcer de délivrer aux travailleurs les éléments de formation administrative et technique nécessaires à la gestion de l'entreprise, en sollicitant la participation de tous les cadres et techniciens qui en sont d'accord. Par leur contrôle sur

les comptes, l'administration et le fonctionnement des entreprises et par leur fédération locale, régionale et nationale, les comités d'usine rendent possibles de premiers pas concrets vers l'élaboration d'un plan rationnel pour organiser la production.

Pour l'auto-défense du prolétariat

Dans sa lutte contre les patrons et l'État bourgeois, le prolétariat en lutte se heurte régulièrement à la police et à l'armée et, dans certains pays ou à certaines périodes, à des bandes armées privées. Toute lutte de classe est potentiellement violente, même lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de la loi. Le prolétariat doit donc se tenir prêt à l'auto-défense : le parti communiste révolutionnaire intervient pour aider les travailleurs et leurs syndicats à comprendre qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre, sans avoir quelque confiance que ce soit dans la police et la justice bourgeoises. En période « pacifique », il l'aide à constituer son service d'ordre pour ses manifestations, ses piquets de grève en cas de grève, ses relations avec des avocats compétents et acquis à la cause ouvrière en cas de procès, etc. Dès que le besoin s'en fait sentir, il n'hésite pas à appeler à la constitution de « milices ouvrières », sous le contrôle des comités d'usine édiflés par les travailleurs, et autant que possible en relation avec les syndicats.

Pour l'expropriation de certains groupes capitalistes

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale et dans les années qui ont suivi, une vague de nationalisations a déferlé sur les pays d'Europe et dans les États dominés accédant à l'indépendance nationale. Ces nationalisations furent le produit de la trahison stalinienne et sociale-démocrate de la mobilisation révolutionnaire des masses, les appareils faisant croire aux travailleurs qu'il s'agissait de premiers pas vers la réalisation du socialisme, alors qu'il s'agissait en fait pour eux de participer activement à la reconstruction du système capitaliste. En Europe, les bourgeoisies ne pouvaient reconstruire rapidement l'économie et l'État capitalistes en se contentant d'attendre que les initiatives privées et le marché fissent repartir l'économie : c'eût été trop long, et les travailleurs n'eussent pas attendu pour reconstruire eux-mêmes la société sur de nouvelles bases. Les nationalisations ont permis à l'État de disposer d'un pouvoir gigantesque sur l'économie, la planification, les dollars américains et l'appel à la main d'œuvre immigrée complétant le dispositif pour une reconstruction rapide. Le prix à payer pour la bourgeoisie fut, outre le renoncement temporaire à la propriété privée d'un certain nombre de secteurs-clés de l'économie, l'acquisition de conquêtes sociales extrêmement importantes (Sécurité sociale, statuts des fonctionnaires et des personnels des entreprises nationalisées, enseignement professionnel public, loi sur les conventions collectives, etc.) — Aujourd'hui, les services publics en général sont privatisés les uns après les autres, au détriment de leur qualité, du maillage national du territoire, de la péréquation tarifaire et des statuts des personnels ; le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit donc s'opposer à leur privatisation. En outre, il a de bonnes raisons de défendre la forme nationale de ces entreprises capitalistes : cette forme rendra plus facile que dans le cadre des trusts privés leur appropriation par le prolétariat construisant l'État ouvrier. Le parti communiste révolutionnaire doit donc mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Défense des services publics, contre les privatisations ;
- Pour la renationalisation sans indemnité ni rachat des entreprises et services privatisés.

Par ailleurs, il doit revendiquer, dès que l'occasion s'en présente, l'expropriation (sans indemnités ni rachat) de certaines grandes entreprises : celles qui assurent des missions de service public (service des eaux, des ordures, etc.), celles dont l'État est actionnaire (France Telecom, Alstom, etc.) ou qui reçoivent de grasses subventions du gouvernement pour éviter leur faillite (Crédit lyonnais, etc.), celles dont le comportement suscite l'indignation de l'opinion publique populaire à cause de leurs plans de licenciements massifs, de la corruption notoire de leurs dirigeants, ou des catastrophes qu'elles provoquent (TotalFinaElf, etc.)...

Mais, dans tous les cas, quelle que soit leur formulation tactique (défense des services publics, renationalisation, expropriation...), ces mots d'ordre doivent impérativement être reliés, *dans l'agitation elle-même*, à la perspective du gouvernement des travailleurs, pour les travailleurs, par les travailleurs : le

parti communiste révolutionnaire ne fait en aucun cas croire aux masses qu'un gouvernement bourgeois (qu'il soit de droite ou de gauche) pourrait mettre en œuvre lui-même ces mesures, même si on l'y poussait très fort. Combattant les illusions des masses, en particulier les illusions qui leur ont été inculquées par des décennies de réformisme social-démocrate et stalinien, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit expliquer au contraire, pour chaque cas concret, que seule la mobilisation révolutionnaire des masses pourra imposer de telles mesures, que tous les partis bourgeois de droite et de gauche qui ont géré et qui gèrent le capitalisme ne pourront et ne voudront jamais les prendre, qu'aucune « réforme » parlementaire ne permettra de reconstruire les services publics, de les renationaliser ou d'exproprier de grands groupes capitalistes. Seul un gouvernement représentant réellement les intérêts des travailleurs, donc seul un gouvernement de rupture avec la logique de la propriété privée des moyens de production, pourra prendre de premières mesures en ce sens.

Pour l'expropriation des banques privées et du système de crédit

Au stade impérialiste du capitalisme, les banques sont les principaux bailleurs de fonds des grands groupes industriels, leur capital et celui des grosses entreprises sont étroitement imbriqués et leurs taux d'intérêt orientent de manière décisive les investissements productifs. En outre, de nos jours, la Bourse joue un rôle majeur et de plus en plus important dans le financement des grandes entreprises ; or les banques sont les principaux « investisseurs institutionnels » qui achètent et vendent les actions, rendant l'existence des plus grosses entreprises du monde extrêmement précaire (c'est la fameuse « dictature des marchés financiers »). Enfin, les banques s'approprient une part considérable du budget des États et des collectivités publiques, par l'intermédiaire des intérêts de leurs prêts. — Étant donné l'importance décisive du système bancaire et de la Bourse dans le financement des grandes entreprises, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Contre le paiement de la dette publique aux banques privées ;
- Pour la levée du secret bancaire et le contrôle des fonds bancaires par les comités des employés de banques ;
- Pour l'expropriation des banques et la constitution d'une Banque d'État unique mettant en œuvre un plan national de financement rationnel des entreprises et un système de crédit à bon marché pour l'État, les petites entreprises et les particuliers ;
- Pour le contrôle des changes et des flux de capitaux à la Bourse par les délégués des comités ouvriers des grandes entreprises bancaires et industrielles, qui devront notamment publier toutes les opérations financières, empêcher les opérations purement spéculatives et déstabilisatrices, etc.

Pour la nationalisation des grands domaines agricoles

Dans l'agriculture des pays développés, où la réforme agraire a déjà eu lieu depuis longtemps (contrairement à la plupart des pays dominés), c'est la nationalisation des grands domaines qui est à l'ordre du jour, en relation étroite avec la défense des petits paysans propriétaires, auxquels le prolétariat doit s'allier (cf. le point suivant). En effet, tandis que les petits paysans propriétaires sont toujours plus nombreux à se faire gruger et ruiner par la concurrence des gros fermiers, les banques et les grands distributeurs, avec la complicité de l'État (et de l'Union européenne), les gros propriétaires et les fermiers capitalistes, en revanche, réalisent des profits considérables, tout en empochant les grasses subventions de l'État (et de l'U.E.) et en polluant la terre et l'eau sur une échelle gigantesque. Face à cette situation, seules des mesures énergiques contre les gros paysans capitalistes et leurs alliés financiers et commerciaux permettront de réorganiser l'agriculture de manière saine et rationnelle, de contrôler les prix et d'endiguer les désastres écologiques en cours. Le parti communiste révolutionnaire doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Pour l'imposition des méthodes et des produits agricoles les moins polluants que la science et la technique permettent d'utiliser ; sanctions contre les pollueurs ;
- Pour la nationalisation des grands domaines agricoles, à commencer par ceux qui empochent les subventions publiques et les gros pollueurs ;

Pour l'alliance avec la petite bourgeoisie laborieuse opprimée par le grand capital et par l'État

La petite bourgeoisie laborieuse est elle aussi très souvent victime du grand capital, qui s'approprié une part considérable du fruit de son travail, conduisant même certaines de ses fractions à la disparition pure et simple. D'autre part, cette petite bourgeoisie appartient au peuple, elle rend des services quotidiens aux travailleurs salariés et leur est liée de manière inextricable dans leur vie hors de l'usine. En conséquence, tout en combattant toutes les positions réactionnaires que véhicule naturellement cette classe sociale, tout en ne lui faisant aucune concession sur les principes, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit s'efforcer de s'allier avec elle pour combattre le grand capital et ses États, tout en essayant de gagner ses fractions et ses individus les plus progressistes à la cause de la révolution communiste. Dans ce but, ils mettent en avant les mots d'ordre suivants :

- Contre la liquidation et la baisse du niveau de vie des petits paysans, pêcheurs, artisans et commerçants, pour un revenu minimum garanti ;
- Pour des mesures d'aide à tous ceux qui sont mis en faillite par les banques, pour l'annulation de leurs dettes, pour des crédits à bon marché ;
- Contre le pillage des petits paysans et pêcheurs par les grands groupes agro-industriels et commerciaux, pour des comités populaires de contrôle des prix agricoles, sur la base des comptes des grosses fermes et des grands magasins ;
- Contre la destruction des produits, les quotas de production, la mise en jachère des terres fertiles, la désertification des campagnes ;
- Pour que l'État prenne en charge les coûts des méthodes et des produits les moins polluants possibles, que doivent utiliser les petits paysans ;
- Pour un enseignement agronomique et commercial public et gratuit, contre les subventions aux écoles agricoles privées ;
- Pour une politique de formation des médecins généralistes et spécialistes nécessaires à la population, contre les quotas dans les facultés de médecine, pour des mesures d'incitation des médecins à s'installer à la campagne, dans les petites villes et dans les banlieues (crédit bon marché, réduction du temps de travail, etc.).

Contre les guerres déchaînées par l'impérialisme

Le système capitaliste parvenu à son stade impérialiste est la cause de la quasi-totalité des 250 guerres qui, durant tout le XXe siècle, ont ravagé 110 millions de vie, estropié des centaines de millions d'êtres humains, briser l'existence de millions et de millions au compte d'une infime minorité de profiteurs capitalistes et d'États impérialistes.

Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit combattre sans faille contre toutes les guerres fomentées par l'impérialisme, en particulier, de nos jours, sous la forme des prétendues guerres « ethniques ». En aucun cas il ne doit tomber dans le pacifisme caractéristique des petits-bourgeois et des réformistes. Il doit dénoncer tout particulièrement les illusions portant sur les institutions comme l'O.N.U. qui prétendent dire le « droit international » et se servent en réalité de ce paravent pour camoufler leurs diktats impérialistes. Il doit soutenir les mobilisations des masses, y compris militaires, en faveur de leur libération nationale et, sans se solidariser d'aucune façon avec les méthodes contraires à celles du mouvement ouvrier, ne verse en aucun cas dans le moralisme ou le renvoi dos-à-dos de opprimés et de leurs oppresseurs. Il doit combattre pour donner à ces mobilisations une orientation politique de rupture avec le système capitaliste et l'État bourgeois. Dans cette perspective, il doit avancer les mots d'ordre suivants :

- Contre les interventions militaires prétendument humanitaires sous lesquelles se déguisent les guerres impérialistes ;
- Contre le droit de l'O.N.U. à disposer des peuples ;
- Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- Pour le retrait des troupes impérialistes de tous les pays où elles interviennent, à commencer par les troupes françaises ;

- Pour l'abrogation des organisations et des traités militaires, à commencer par l'OTAN ; pour le retrait de la France de ces structures, pour la dénonciation de tous les accords militaires ;
- Pour la défaite des pays impérialistes engagés dans une guerre contre des pays dominés ;
- Pour que les auteurs de génocide, les criminels de guerre, les tortionnaires (mais aussi les responsables des guerres impérialistes, de la dette qui étouffe les pays dominés, des famines et des épidémies...) soient jugés par les tribunaux des peuples souverains qui en ont été et en sont les victimes.

Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit aussi combattre le militarisme impérialiste sous toutes ces formes, qui prépare et alimente les guerres impérialistes :

- Contre les ventes d'armes impérialistes à l'étranger ;
- Pour la dénonciation des programmes d'armement, pour l'affectation de l'argent des armes aux services publics ;
- Pour la confiscation des bénéfices de guerre, pour l'expropriation des entreprises d'armement ;
- Pour le contrôle ouvrier sur les entreprises d'armement même si elles sont « nationalisées ».

Pour la substitution d'une armée, d'une police et d'une justice populaires à l'armée, la police et justice bourgeoises

L'armée dévore une part considérable du budget de l'État, mais elle ne sert en aucun cas les intérêts de la population qui paie pour elle. En ce qui concerne la plupart des pays développés, elle sert aujourd'hui avant tout à des opérations impérialistes partout dans le monde (fût-ce en se donnant un visage « humanitaire ») — tout en pouvant toujours servir contre les travailleurs quand ce sera nécessaire. Il en résulte une « professionnalisation » de l'armée, où les spécialistes sont toujours plus nombreux, au prix d'un gâchis considérable de forces de travail, qui pourraient être utilisées pour la satisfaction des besoins de la population. Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit dénoncer cet instrument impérialiste et parasitaire et mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Pour l'abolition de l'armée permanente, pour la constitution d'une armée de milices populaires ;
- Pour l'élection et le contrôle des spécialistes militaires à tous les niveaux ;
- Pour une véritable formation militaire initiale et continue pour tous, hommes et femmes. Pour la substitution aux écoles militaires professionnelles, de formations générales et spécialisées ouvertes à tous ceux qui en ont les compétences, sous le contrôle des milices populaires ;
- Pour la reconversion des militaires de carrière dans le civil et leur utilisation pour la formation militaire des masses ;

Les institutions de la police et de la justice, elles aussi extrêmement coûteuses, ne servent guère davantage les intérêts de la population. Autant elles sont efficaces et promptes quand il s'agit de jeter en prison les petits délinquants et de protéger les dirigeants d'entreprises et les hommes politiques corrompus, fraudeurs ou voleurs, autant elles sont impuissantes quand il s'agit de condamner les actes illicites des grosses entreprises ou de lutter contre les gros gangsters, les mafias et les trafiquants de drogue. Si l'on excepte des fonctions sociales nécessaires comme le contrôle de la circulation automobile et certaines tâches administratives utiles, la police passe le plus clair de son temps d'intervention à terroriser les jeunes des banlieues (contrôle au faciès, provocations dans les cités...) et à expulser les immigrés. Elle est également sollicitée pour mâter les manifestants dès que ceux-ci insistent un peu pour négocier sur la base de leurs revendications. De manière plus générale, sa fonction est d'exécuter les ordres répressifs du gouvernement : elle constitue donc un danger permanent pour les travailleurs et la jeunesse. — Quant à la justice, elle reste également un instrument d'application des lois de l'État bourgeois, même lorsque d'importantes conquêtes démocratiques ont été arrachées ; elle ne voit le plus souvent pas d'autres peines que des peines d'argent (d'autant plus lourdes qu'on est plus pauvre) et de prison (alors que la prison n'a jamais résolu quelque problème social que ce soit). En outre, la barrière de l'argent permet aux plus riches de se lancer dans les procédures et de se payer les meilleurs avocats —

ainsi que les éventuelles cautions leur permettant de recouvrer la liberté —, tandis que les plus pauvres sont le plus souvent obligés de renoncer à faire valoir leurs droits, tant les procédures sont compliquées dès qu'il s'agit de cela, et ne disposent que d'avocats surchargés d'affaires à traiter, qui ne peuvent les défendre correctement. De plus, les juges jouissent le plus souvent de pouvoirs exorbitants, sans être contrôlés par personne. Enfin, dans les prisons, les inégalités sociales sont décuplées par le règne du non-droit et de la corruption : les « personnalités » jouissent des meilleures conditions même lorsque ce sont les pires criminels, alors que les prisonniers normaux sont entassés dans les cellules, privés de tous droits, humiliés, victimes de la loi du plus fort, poussés au désespoir (drogues, suicide, etc.). — Le parti communiste révolutionnaire doit mettre en avant les mots d'ordre transitoires suivants :

- Pour la suppression de la police nationale comme corps spécial, pour une police organisée et contrôlée par les comités de travailleurs eux-mêmes à tous les niveaux ;
- Pour la suppression des peines de prison à l'encontre des individus qui ne sont pas dangereux pour autrui, pour la condamnation des petits délinquants à des travaux d'intérêt général ;
- Pour le respect des droits des prisonniers : droit à un vrai travail avec un vrai salaire pour ceux qui souhaitent travailler (dans le cadre des conventions collectives) ; droit à l'instruction et à la formation professionnelle (pour un enseignement délivré par des fonctionnaires compétents, contre la mainmise des congrégations religieuses et caritatives sur l'enseignement en prison) ; droit à l'intimité (cellule individuelle pour tous ceux qui le souhaitent, aménagement décent des sanitaires, etc.) ; pour la totale liberté d'expression, de presse et d'association pour les prisonniers ;
- Pour la passation des pouvoirs de décision des juges à des jurés populaires (assistés de magistrats spécialistes) pour toute la procédure d'instruction et dans tous les tribunaux (jurés tirés au sort parmi les citoyens, ou parmi les salariés et les usagers quand il s'agit de tribunaux spécialisés, comme par exemple les tribunaux administratifs) ;
- Pour un véritable service public d'avocats et d'assistance juridique pour la population.

Pour un gouvernement servant les intérêts des travailleurs (gouvernement ouvrier, gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement des organisations ouvrières)

Pour faire pénétrer dans la conscience des travailleurs la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, le parti communiste révolutionnaire doit avancer, sous une forme populaire, des mots d'ordre de dénonciation des institutions bourgeoises en place dans chaque pays et des mots d'ordre de rupture avec les gouvernements bourgeois. Il doit dénoncer en particulier la démocratie bourgeoise, quelle que soit ses formes, comme un instrument de duperie des masses, construit par la bourgeoisie dans son propre intérêt, quand bien même les travailleurs et leurs organisations ont réussi dans certains cas à imposer leurs propres conquêtes dans ce cadre. Il doit dénoncer sans relâche les institutions existantes (monarchie constitutionnelle, république présidentielle, république parlementaire, Ve République, etc.). Il doit exiger que les représentants élus du peuple rendent compte de leur mandat et qu'ils soient révocables. Il doit faire valoir que les travailleurs doivent pouvoir décider eux-mêmes la forme et le contenu de l'État, afin d'imposer aux capitalistes, aux spéculateurs et aux politiciens leurs revendications collectivement définies. Dans cette perspective, le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine des délégués élus, mandatés et révocables peut être avancé.

Lorsque la question du pouvoir est posée (élections, grève générale, guerre civile, guerre de libération nationale...), le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit soutenir — sans la crainte gauchiste d'y perdre son âme — le combat pour la conquête du pouvoir de partis ouvriers-bourgeois de masse, et, dans les pays dominés, de partis petits-bourgeois de masse (paysans ou nationalistes-anti-impérialistes) : tel est le cas (de moins en moins fréquent de nos jours, en raison de la dislocation des organisations traditionnelles du prolétariat) lorsque ces partis, quel que soit leur passé, avancent un programme de rupture avec la bourgeoisie et les puissances impérialistes, se comportent en conséquence et s'engagent à constituer un gouvernement faisant progresser les revendications ouvrières et populaires (« gouvernement ouvrier » ou « ouvrier et paysan »). Certes, dans la pratique, il n'arrive jamais que ces partis ouvriers-bourgeois et petits-bourgeois, une fois parvenus au pouvoir, s'engagent effectivement en ce sens et fassent ce qu'ils ont promis : conformément à la nature bourgeoise de leur

appareil, ils font et ne peuvent pas ne pas faire en dernière analyse une politique contraire aux intérêts des travailleurs, voire frontalement anti-ouvrière et anti-populaire, et le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit en avertir les travailleurs ; mais, tant que ce parti ne peut pas espérer conduire lui-même les masses à l'assaut du pouvoir, tant que ces partis ouvriers-bourgeois (ou petits-bourgeois dans les pays dominés) jouissent de la confiance des masses parce qu'ils n'ont pas encore fait leurs preuves au gouvernement, il est nécessaire de combattre pour le front unique avec ces partis, afin de faire progresser la combativité et la conscience des masses et de leur montrer concrètement, au-delà de toute propagande, le caractère traître des appareils. Une telle politique ne peut bien évidemment être menée qu'à la condition expresse que le parti communiste révolutionnaire internationaliste garde son indépendance politique et organisationnelle (y compris militaire le cas échéant) et mette en avant ses propres mots d'ordre de transition, c'est-à-dire le programme qu'il estime devoir être celui du gouvernement de rupture avec la bourgeoisie. (Sur la tactique du front unique ouvrier en général, cf. ci-dessous, point III, e.)

Dans la même perspective et dans les mêmes conditions, le parti communiste révolutionnaire internationaliste ne doit pas hésiter à proposer le front unique ouvrier aux organisations syndicales ouvrières qui sont susceptibles de s'engager à soutenir des partis ouvriers ou même à constituer elles-mêmes un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie ou qui présentent ou soutiennent des candidatures de représentants ouvriers allant dans ce sens. Le mot d'ordre de « gouvernement des organisations ouvrières » peut être avancé dans ce cas.

Dans les pays où les partis ouvriers-bourgeois (et petits-bourgeois) ont déjà fait leurs preuves aux yeux des masses en gouvernant au service du capital, et *a fortiori* dans les pays où ces partis ouvriers-bourgeois se sont transformés ou sont en voie de se transformer complètement en partis bourgeois, le parti communiste révolutionnaire internationaliste ne peut évidemment compter que sur lui-même, lorsque la question du pouvoir est posée, pour mettre en avant une plate-forme de revendications transitoires débouchant sur le mot d'ordre d'un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie, servant les intérêts des travailleurs. En aucun cas il ne renonce à cette perspective, quelle que soit sa force et quelle que soient les circonstances ; toute autre politique ne peut mener qu'à l'opportunisme et, en dernière analyse, à tourner le dos aux tâches de la révolution. Cependant, dans cette situation, il doit, si les circonstances s'y prêtent, proposer publiquement un front unique pour le gouvernement ouvrier aux autres organisations qui se réclament de la révolution (organisations centristes et gauchistes), sur la base d'une plate-forme comprenant un certain nombre de revendications transitoires correspondant à l'état d'esprit des masses et débouchant nécessairement sur la perspective politique d'un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie, au service des travailleurs. Si les organisations en question refusent sous une forme ou sous une autre, le parti communiste révolutionnaire internationaliste aidera les travailleurs et leurs propres militants à comprendre leur opportunisme centriste ; si elles acceptent, une dynamique s'enclenchera qui élèvera la volonté de combat des militants et des travailleurs, aiguïsera leur conscience et ouvrira au parti des perspectives certaines de progression.

Pour les « soviets »

Dès que la crise révolutionnaire est ouverte, dès que, comme dit Lénine, les masses ne peuvent et ne veulent plus vivre comme avant et que le gouvernement bourgeois ne peut plus gouverner comme avant, dès que les travailleurs passent à l'offensive en constituant leurs comités d'usine, de quartier, de contrôle des prix, etc., aspirant par là même à s'unir tous ensemble dans une fédération de comités politiques contre le gouvernement et les capitalistes, la situation devient mûre pour que le parti communiste révolutionnaire mette en avant le mot d'ordre transitoire suprême :

- Pour les « soviets », pour les *comités politiques unitaires* des travailleurs, pour leur fédération à tous les niveaux, pour la démocratie ouvrière ;
- Tout le pouvoir aux soviets : gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs (« dictature du prolétariat »).

III. Thèses sur la méthode de construction du parti

a) Pour une formation marxiste continue de tous les militants

Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit considérer comme une *priorité fondamentale* la formation marxiste des militants. Comme la révolution sociale prolétarienne, la formation de la conscience révolutionnaire ne peut qu'être permanente, car les militants communistes révolutionnaires subissent tous les jours la pression de l'idéologie bourgeoise et l'abrutissement des médias. Afin d'atténuer au maximum les effets bureaucratiques de la division sociale du travail à l'intérieur du parti, cette formation doit aussi être mutuelle, de sorte que chaque militant puisse profiter au maximum des connaissances et des expériences des autres. Chaque militant doit donc être très fortement incité à prendre une part active à la formation de tous, à l'élaboration théorique et aux analyses politiques. Par exemple, chacun doit être invité à rendre compte de ses lectures, à préparer des exposés, à constituer des dossiers, à proposer des textes à la discussion. Les militants doivent étudier et faire étudier, par la lecture individuelle, l'entraide et la discussion collective, sans jamais sombrer dans le terrorisme idéologique, le dogmatisme, le sectarisme ou le fétichisme, mais au contraire dans le but de former sa propre pensée et d'aiguiser son esprit critique, conditions pour agir efficacement et réaliser le but poursuivi :

- Les écrits des grands militants et dirigeants socialistes et communistes déjà cités (et non seulement des « résumés » de leurs idées) ;
- Les ouvrages d'histoire, de sociologie, d'économie, de littérature... nécessaires pour comprendre la société moderne en général ;
- Les ouvrages, revues et journaux d'actualité (ouvriers et bourgeois) nécessaires pour connaître les faits et les analyses sans lesquels on ne peut pas

Bien évidemment, le parti communiste révolutionnaire internationaliste refuse en même temps l'intellectualisme pur, le théoricisme ou le politicisme coupés de la pratique, de l'intervention dans la lutte des classes. Car ce dont il s'agit avant tout, ce n'est pas d' « interpréter le monde », c'est de le « changer ».

b) Pour l'intervention politique dans la lutte des classes.

Partout où ils sont présents, les militants communistes révolutionnaires internationalistes interviennent activement dans la lutte de classe de tous les jours. En toutes circonstances, ils combattent politiquement pour aider à la mobilisation spontanée des travailleurs et des opprimés pour leurs revendications. Tout en se battant toujours dans le but de faire aboutir les revendications mises en avant par les travailleurs et les opprimés eux-mêmes (car la satisfaction partielle et temporaire de certaines revendications est souvent possible sous la pression de la lutte de classe), ils mettent en avant la question du système économique et du pouvoir politique, et ils font valoir la nécessité de construire le parti communiste révolutionnaire internationaliste pour aller vers la constitution du gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, qui seul pourra imposer la satisfaction pleine et entière des revendications les plus fondamentales.

c) Pour la construction des syndicats.

Les syndicats constituent la première forme d'organisation du prolétariat. Ils ont pour tâche de défendre les revendications matérielles et morales des travailleurs salariés, indépendamment de leurs convictions philosophiques, religieuses et politiques. En ce sens, ils constituent des organes de front unique ouvrier permanent et une école de formation élémentaire pour la lutte de classe.

Aujourd'hui comme hier, dans leur lutte pour défendre leurs conquêtes sociales, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, pour leurs revendications immédiates en général, les ouvriers ont besoin de syndicats. La place essentielle occupée par les syndicats dans les mobilisations et les grèves quotidiennes des travailleurs, en particulier le rôle joué, en France, par la CGT-FO et la CGT dans le puissant mouvement de grèves de novembre-décembre 1995, entraînant des millions de

travailleurs contre le plan Juppé, pour la défense de la Sécurité Sociale et des régimes spéciaux de retraite, montrent que la situation du syndicalisme n'est pas exactement la même que celle du mouvement ouvrier politique : malgré les multiples trahisons des appareils réformistes et staliniens qui dirigent les syndicats, et qui aggravent de ce fait le déclin du taux de syndicalisation et du nombre de grèves, les syndicats ouvriers continuent d'exercer une influence sur les travailleurs et de contribuer à leur lutte de classe, bien au-delà du cercle restreint des syndiqués. Le déclin des syndicats ne signifie pas d'abord le déclin en leur sein du poids relatif des appareils traîtres, réformistes et staliniens, mais le déclin des organisations qui constituent la classe ouvrière comme classe, qui lui appartiennent donc même si les bureaucrates s'efforcent de les accaparer.

C'est précisément pour cela que la bourgeoisie livre une lutte acharnée pour détruire les syndicats ouvriers, sous des formes « pacifiques » ou « brutales ». Elle s'efforce en particulier d'intégrer les syndicats à l'Etat bourgeois (« corporatisme »), tout en les dissolvant dans la prétendue « société civile ». En Europe, la mal nommée Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.), appendice des institutions de l'Europe de Maastricht, est le vecteur principal de cette politique. Celle-ci est complétée par le soutien constant, tant matériel qu'idéologique, apporté par les gouvernements et les institutions internationales du capital aux O.N.G. les plus diverses, qui ont toutes en commun de nier la division de la société en classes et qui, dans certains cas, s'efforcent de happer les syndicats. Mais la bourgeoisie ne s'en tient pas à une lutte « pacifique » contre le syndicalisme ouvrier : à chaque fois qu'elle le juge nécessaire, elle organise la répression contre les syndicalistes, sans reculer devant les moyens les plus expéditifs.

En conséquence, les militants communistes révolutionnaires internationalistes participent activement à la construction des syndicats de masse. En aucun cas ils ne les abandonnent aux bureaucrates. Tout au contraire, ils se tiennent aux premiers rangs de toutes les luttes pour les revendications matérielles et morales des travailleurs, ils prennent une part active à la vie des syndicats, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. (Dans le même objectif, ils participent à la construction de syndicats étudiants et lycéens partout où c'est possible.) Ils considèrent « l'auto-isolement capitulaire hors des syndicats de masses » (Trotsky, *Programme de Transition*) comme une renonciation de fait à la révolution.

En même temps, ils rejettent et condamnent résolument tout « fétichisme syndical » : en raison de ses tâches spécifiques elles-mêmes, qui consistent à se battre pour l'amélioration des conditions de travail des salariés, le syndicat est une structure intégrée de fait à la société bourgeoise. Il n'a ni ne peut avoir un véritable programme révolutionnaire, et encore moins marxiste : même un syndicat combatif et parfaitement indépendant ne pourrait se substituer au parti pour la mobilisation révolutionnaire des masses. Par ailleurs, même au sein d'un État ouvrier, les syndicats devront rester indépendants de l'État. Les syndicats sont donc nécessaires, mais ils ne sont nullement suffisants pour mener le combat de l'émancipation des travailleurs.

C'est pourquoi aussi les militants communistes révolutionnaires internationalistes ne constituent pas de « syndicats rouges » et ne cherchent pas à imposer aux syndicats auxquels ils participent le programme du parti. Cela ne signifie cependant pas qu'il faille fétichiser l'indépendance du parti et des syndicats ou renoncer à se battre pour que le syndicat adopte des mots d'ordre « politiques » de rupture avec la logique du système capitaliste. Selon les circonstances, il est nécessaire — tout en respectant scrupuleusement la démocratie et les règles internes des syndicats — de leur proposer d'adopter des mots d'ordre politiques généraux, d'en faire la « courroie de transmission » entre le parti et les travailleurs conscients.

Dans leur activité syndicale, et sous le contrôle du parti, les militants communistes révolutionnaires internationalistes observent les principes suivants, qu'ils considèrent comme conditions *sine qua non* pour lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, social-démocrate et stalinienne :

- Ils ne subordonnent en aucun cas l'exécution de leurs tâches politiques à leurs tâches syndicales ;
- Ils défendent en toutes circonstances l'indépendance de classe des syndicats ouvriers, représentants des intérêts particuliers des travailleurs salariés, par rapport aux capitalistes, aux États, aux Églises et aux O.N.G. ;

- Ils respectent les règles de fonctionnement interne que les syndiqués se sont données et combattent, à l'intérieur des syndicats, les bureaucrates qui ne respectent pas leur mandat ou violent les principes de la démocratie syndicale ;
- Dans les luttes pour les revendications immédiates, ils se battent pour que les syndicats soient à la hauteur de leurs responsabilités, s'unissent sur la base des revendications définies par les travailleurs et participent — s'ils soutiennent les revendications — au comité de grève, sous le contrôle direct de tous les personnels en lutte ;
- À l'issue du mouvement, ils invitent les travailleurs qui ne le sont pas à se syndiquer et, le cas échéant, à chasser les syndicalistes traîtres.

De même qu'ils interviennent dans les syndicats, les militants communistes révolutionnaires internationalistes peuvent être amenés à participer également, dans les mêmes conditions, à des associations permanentes (professionnelles, mutuelles, à revendications particulières, de quartier...) et à des comités temporaires *ad hoc* que des travailleurs ou des citoyens constituent pour telle ou telle revendication précise.

d) La tactique du front unique ouvrier

La tactique du front unique ouvrier est l'une des méthodes que le parti communiste internationaliste doit mettre en œuvre pour se construire. Elle consiste à proposer aux autres organisations ouvrières, quelles que soient par ailleurs la nature et l'orientation politique de leurs appareils qui les dirigent (sociaux-démocrates, staliniens, centristes...), une unité de la base au sommet pour le combat commun sur telles ou telles revendications immédiates correspondant à l'état d'esprit des masses. Elle suppose qu'aucun préalable ne soit opposé à la nécessité du combat commun, du moment que les revendications en question sont clairement définies. Elle implique en même temps que le parti communiste révolutionnaire internationaliste reste intégralement indépendant des organisations qui constituent le front unique, continuant de développer ses propres analyses et mots d'ordre, et gardant en particulier son entière liberté (et son devoir) de critique à l'égard de ces organisations. La tactique du front unique se résume par la fameuse formule : « marcher séparément, frapper ensemble ».

Cette tactique est d'une importance particulière en ce qu'elle correspond à l'aspiration spontanée des travailleurs et des masses à réaliser l'unité pour se battre tous ensemble contre la bourgeoisie et son Etat sur la base de leurs revendications spontanées. Les diverses couches de la classe ouvrière n'atteignent ni simultanément, ni par les mêmes voies la conscience politique : le parti communiste internationaliste ne regroupe jamais qu'une petite minorité de la classe ouvrière et, de manière générale, les travailleurs ne peuvent forger leur conscience de classe que par et dans leur propre expérience sur le terrain de la lutte des classes. En outre, l'existence d'organisations ouvrières-bourgeoises hégémoniques dans le mouvement ouvrier implique une contradiction objective entre la confiance (relative) que les travailleurs ont en leurs organisations et la politique réelle menée par les appareils, qui trompent la classe ouvrière et trahit ses intérêts. C'est cette contradiction qui rend nécessaire la tactique du front unique ouvrier, et qui justifie qu'elle doive être *proposée* à *toutes* les organisations ouvrières, y compris les plus traîtres d'entre elles.

Il s'agit donc à la fois de faciliter la mobilisation la plus large des masses elles-mêmes, élevant ainsi leur combativité et leur conscience, et d'aider les militants et les sympathisants des organisations ouvrières-bourgeoises (et des organisations centristes) à prendre conscience du caractère traître (ou opportuniste) de la politique menée par leur direction, et à se tourner vers le parti communiste révolutionnaire internationaliste. C'est en effet seulement sur le terrain de la lutte de classe que les ouvriers peuvent vérifier la valeur des analyses et du programme de celui-ci : c'est en se trouvant au premier rang de la lutte pour la défense des intérêts ouvriers, en proposant des actions permettant effectivement à ces luttes de progresser, en menant le combat avec détermination et lucidité, que les militants communistes révolutionnaires internationalistes se distingueront des réformistes et de toutes les variétés de centristes qui ne combattent qu'à demi, reculent devant les difficultés, voire sabotent purement et simplement la lutte.

D'une part, toute organisation ouvrière qui refuse le front unique sur la base des revendications clairement définies des travailleurs ne peut que se condamner dans la conscience de ces derniers : une telle attitude constitue un obstacle à leur mobilisation et revient à les rejeter dans les bras des bureaucrates : elle doit donc être systématiquement dénoncée. Mais, d'autre part, la tactique du front unique ouvrier ne constitue en aucun cas une panacée, elle ne doit surtout pas constituer un refuge face aux difficultés que rencontre la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste, ou susciter des illusions sur la possibilité de « gauchir » réellement les appareils sous la pression des masses. Le front unique ne peut consister qu'en des actions communes sur la base de revendications claires, nettes et précises, et en aucun cas sur des « thèmes » généraux, des mots d'ordre vagues ou des appels abstraits à l'unité en soi, qui ne peuvent qu'aider les appareils à tromper les masses.

e) Militants, dirigeants, sympathisants.

Par principe, tous les dirigeants du parti communiste révolutionnaire, quel que soit leur niveau de responsabilité, doivent être élus par les organismes dont ils sont les responsables. Ils sont révocables à tout moment par ces mêmes organismes. (Des statuts définissant les règles de fonctionnement de l'organisation précisent la nature et les modalités d'élection des différents organismes.)

L'expérience des partis ouvriers depuis plus d'un siècle enseigne que, dans les pays où le parti n'est pas contraint à la clandestinité, les militants ne doivent pas être des « révolutionnaires professionnels », mais des travailleurs manuels et intellectuels qui militent sur leur temps libre en liaison quotidienne avec les masses (la forte réduction du temps de travail depuis un siècle dans les pays développés, conquête majeure de la lutte des classes, offre suffisamment de temps libre pour accomplir les tâches de parti). En période non-révolutionnaire, il ne peut être envisagé de permanents qu'en nombre très restreint, avant tout pour les tâches purement techniques (secrétariat, impression, trésorerie, etc.), si possible à temps partiel. En aucun cas des militants qui n'ont jamais travaillé, qui n'ont travaillé que quelques années ou qui n'ont pas d'expérience de la lutte de classe sur le terrain ne peuvent devenir permanents.

Les militants sont recrutés par cooptation et sélectionnés après une période de stage adaptée à leur niveau de conscience, de connaissances et d'expérience, mais ni trop longue, ni trop brève (une année environ en moyenne), au cours de laquelle ils reçoivent une formation théorique et politique élémentaire, participent à un organisme de base du parti (avec voix consultative) et font leurs preuves en militant activement sous des formes appropriées à leur statut.

Il est proposé systématiquement aux sympathisants de suivre les cours des écoles de formation théorique et politique élémentaire et de participer à certaines activités du parti.

f) Pour le centralisme démocratique.

Parce qu'il lutte contre l'État bourgeois centralisé avec l'objectif de conquérir le pouvoir pour permettre aux travailleurs de constituer leur propre gouvernement, le parti communiste révolutionnaire internationaliste a besoin d'être très bien organisé, efficace et discipliné dans l'action : il doit donc être *centralisé*. Parce qu'il ne peut progresser qu'à la condition d'une homogénéité reposant sur une « analyse commune des événements et des tâches », parce que celle-ci suppose la libre discussion rationnelle entre tous les militants, l'égalité de leurs droits et le devoir d'exercer résolument leur esprit critique, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit être fondé sur les principes de la *démocratie ouvrière* la plus complète. Le parti doit donc fonctionner selon les règles du *centralisme démocratique*. Le principe de celui-ci se ramène à la formule : *liberté maximale dans la discussion, unité optimale dans l'action*.

Cela signifie d'abord que, à l'intérieur de l'organisation, la liberté de discussion est *totale* sur *toutes* les questions, y compris programmatiques. Matériellement, cette liberté est garantie avant tout par le droit de parler sans tabou lors des réunions internes et par le droit imprescriptible de publier *tout* texte de discussion dans les bulletins intérieurs dans des délais raisonnables (deux mois maximum). En second lieu, à tout moment, des tendances peuvent se constituer au sein de l'organisation sur la base de textes politiques portés à la connaissance de tous les militants ; selon les circonstances, la direction de l'organisation (comité central et congrès souverain) peut autoriser ou non ces tendances à se transformer

en fractions défendant publiquement leurs positions (sous la forme d'un bulletin propre, d'une page régulière dans les publications de l'organisation, etc.). Enfin, l'expression des désaccords est non seulement permise en toutes circonstances au sein de l'organisation, mais elle est encore obligatoire : la totale liberté de discussion implique qu'aucun militant ne cache ses doutes ou ses positions contradictoires avec celles de la majorité, ne constitue de fractions secrètes, etc. ; la progression politique de tous a pour condition l'homogénéité politique, mais celle-ci passe par la clarification totale des idées de chacun et le libre débat pour les faire partager.

Le centralisme démocratique implique ensuite que tous les militants de l'organisation sont tenus d'observer une discipline de parti : en permanence, tous les militants accomplissent les tâches qui leur reviennent ; chacun participe à un organisme du parti qui contrôle toute son activité militante (politique, syndicale, associative...) ; chaque organisme se fixe des tâches et des objectifs précis sous le contrôle du centre, qui détermine les tâches et les objectifs généraux de l'organisation ; dans l'action, les positions minoritaires s'inclinent devant les décisions de la majorité et chaque militant doit considérer comme un devoir la mise en œuvre de ces décisions.

g) Pour un financement indépendant.

Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit être financé par les cotisations de ses militants, les dons de ses sympathisants et le produit de la vente de ses publications. Un budget annuel prévisionnel détaillé est élaboré et contrôlé par l'ensemble de la direction. Le montant de la cotisation est libre : chacun donne ce qu'il estime pouvoir donner. Toutefois, pour garantir la continuité de fonctionnement de l'organisation, un montant minimal de la cotisation est fixé suivant le principe de la progressivité selon les revenus et la situation des militants (familiale, professionnelle, etc.).

h) Pour l'Internationale ouvrière communiste révolutionnaire

Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit considérer la construction d'une véritable Internationale ouvrière révolutionnaire comme un devoir principal absolu, comme une tâche qui l'emporte sur toute autre. Il doit rejeter et condamner formellement toute conception « nationale » (ou régionale) de la construction du parti. Il doit considérer comme vitales et prioritaires l'activité internationale et la constitution d'un centre international. Il doit s'efforcer de proposer des analyses internationales et de toujours replacer ses analyses nationales dans le cadre international. Les rapports politiques présentés dans les réunions de tous les organismes doivent contenir des développements sur la situation internationale et sur l'activité des sections dans les autres pays : la construction de l'Internationale ne doit être en aucun cas le domaine réservé des seuls organismes internationaux, mais requiert la participation de l'ensemble des organismes de chaque section nationale, de la base au sommet.